

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS

AVANT-PROPOS

LISTE DES ABREVIATIONS

LISTE DES TABLEAUX

LISTE DES ANNEXES

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION **1**

PREMIERE PARTIE : GENERALITES **2**

Chapitre I : Caractéristiques de la région	2
Section1 : Présentation de la région	2
Section 2 : Typologie sous- régionales	4
Section 2 : Analyse du contexte économique de la région.....	7
Chapitre II : Le développement économique de la région dans le cadre du MAP....	10
Section 1 : Les politiques de développements	10
Section 2 : Organisation de la filière	13
Section 1 : Culture de rente	14

DEUXIEME PARTIE : INCOVENIANTS ET IMPORTANCES

DU SECTEUR **17**

Chapitre I : Les inconvenants	17
Section1 : Les faits constatés dans la région	17
1 – 2 Les problèmes de la filière	18
Section 2 : Les autres problèmes.....	23
Section 3 : La situation foncière.....	25
Chapitre II : Ses importances	28
Section 1. : Le rôle du transport	28
Section 2 : Marchés agricoles.....	30
Section 3 : Capacité du secteur	34
Section 4: Importance du secteur foncier.....	39

TROISIEME PARTIE : PERSPECTIVES ET MOYENS A LONG TERME.....	42
Chapitre I : Stratégies	42
Section 1 : Réformes et enjeux de la politique agricole	42
Section 2 : Réalisation et perspectives	43
Chapitre II : Objectifs.....	45
Section 1 : Les forces et faiblesses	45
Section 2 : Programmes et objectifs	49
Section 3 : Recommandations	51
Section 4 : Augmentation du capital humain et social	54
CONCLUSION.....	55

ANNEXES

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

FICHE SIGNALTIQUE

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier avant tout Dieu tout puissant de m'avoir permis de réaliser ce mémoire. Je ne peut me taire et n'est pas remercier tous ceux qui ont contribué à l'élaboration de près ou de loin de ceci présent. Ce présent mémoire a pu être réalisé également, grâce à l'aide et à la collaboration, en particulier de mon encadreur Monsieur Bernard Victor RANDRIANARISOA. Je tiens à le remercier d'avoir bien voulu m'accueillir malgré ses responsabilités. Vif remerciement également à tous les professeurs et enseignants de la filière économie de la faculté DEGS pour leurs précieuses assistances pédagogiques durant notre cursus.

Je tiens à remercier :

- les responsables du service de documentation de l' INSTAT ;
- les responsables du service de documentation du ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche ;
- à Madame Fanjasoa Emmanuelle pour ses conseils et soutiens moraux ;
- à Madame Yollande RAZAFINDRAKOTO, Directeur foncier du MCA Madagascar ;
- à Madame Emma, responsable de Politique Nationale Foncière
- Grand merci pour mes parents pour ses contributions financières; ses précieux conseils et ses soutiens qui sont le fruit de leur effort dans ce travail ;
- ainsi que les responsables du service de documentation de la bibliothèque universitaire.

Enfin, je remercie à tant d 'autres personnes et tous ceux qui, de près, ont pris part à l'élaboration de ce mémoire.

AVANT-PROPOS

Au commencement, notons que ce présent travail à pour objectif de faire une description sur l'importance de l'agriculture dans e développement. En fait, on remarque une omniprésence de l'agriculture dans l'économie. De plus, le riz constitue le principal aliment de base des malgaches. Vu que les 85% de la population sont des paysans à Madagascar. Par conséquent, l'existence de ce contexte fait partie également de l'objet de cette étude.

Et ce dans ce cadre qui nous amène à étudier "le développement économique de la région Alaotra-Mangoro qui à une forte potentialité agricole".

L'analyse se basera essentiellement sur le développement du secteur économique de la région dans l'économie.

De ce fait, l'analyse de chaque secteur de cette région s'avère indispensable pour identifier les obstacles et les opportunités dans le processus de développement.

Ajoutons également que ce thème à été choisi, en raison de son actualité.

LISTE DES ABREVIATIONS

BTM : Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra

CoRDAL : Comité Régional du Développement de l'ALAOTRA

FAO : Food and Agricultural Organisation

FOFIFA : Foibe Fikarohana momba ny Fambolena sy ny Fiompiana

GCV : Greniers Communautaires des Villageois

GELOSE : Gestion Locale Sécurisée

GOTAM : Groupement des Opérations Touristiques d'Andasibe Mantadia

MCA : Millenium Challenge Account

MEFB : Ministère de l'Economie des Finances et du Budget

MRT : Madagascar Rice Technology

OCPG : Opération Café Poivre Girofle

ODR : Opération de Développement Rizicole

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OP : Organisation Paysanne

OTIV ; Ombon Tahiry Ifampitrosana Vola

PME : Petite et Moyenne Entreprise

PMI : Petite et Moyenne Industrie

PN: Parc Nationaux

PNAM : Parc National d'Andasibe Mantadia

PNF: Politique nationale du foncier

PNVA : Programme National de Vulgarisation Agricole

PPI : Petits Périmètres Irrigués

PRD : Plan Régional de Développement

RIE : Revue d'Information Economique

RNI : Réserves Naturelles Intégrées

RS : Réserves Spéciales

SIR : Système d'Information Régional

SRI : Système de Riziculture Intensive

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1 : District et commune de la région	2
Tableau n°2 : Superficie agricole.....	3
Tableau n°3 : Répartition spatiale de la population	6
Tableau n°4 : Evolution de la densité	6
Tableau n°5 : Infrastructure touristique	7
Tableau n°6 : Surface de périmètres aménagés	12
Tableau n°7 : Fonction et agent de la filière	13
Tableau n°8 : Niveau d'équipement des riziculteurs.....	14
Tableau n°9 : Contraintes par type d'agent	19
Tableau n°10 :Aire protégée	20
Tableau n°11 :Ruissellement et érosion dans l'Alaotra	21
Tableau n°12 :Production de paddy et volume.....	22
Tableau n°13 :Autoconsommation, vente, semences, redevance et métayage	24
Tableau n°14 :Faire valoir direct, métayage et fermage au niveau de chaque sous-préfecture	24
Tableau n°15 :Tarifs de transport par saison	29
Tableau n°16 :Commercialisation du kilo de paddy au producteur (1997) : en Fmg....	31
Tableau n°17 :Prix d'un kapoaka de riz blanc de qualité	32
Tableau n°18 :Superficie rizicole irriguée selon le type de semence et les saisons de cultures par région	35
Tableau n°19 :Superficie rizicole irriguée selon le mode de culture par région (Unité : Ha).....	38
Tableau n°20 :Production et productivité du riz.....	44

LISTE DES ANNEXES

Annexes 1 : Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces

Annexes 2 : Taux d'accroissement naturel

Annexe 3 : Classification des exploitations agricoles

LISTE DES CARTES ET DIAGRAMMES

Carte 1 : Démographie de la région d'Ambatondrazaka

Carte 2 : Carte géologique de la région d'Ambatondrazaka

Carte 3 : Carte des produits agricoles de la région d'Ambatondrazaka

Carte 4 : Carte thermique de la région d'Ambatondrazaka

Diagramme 1 : Production nationale de paddy et volume

Diagramme 2 : Prix d'un kapoaka de riz blanc

Diagramme 3 : Tarif de transport

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS

AVANT-PROPOS

LISTE DES ABREVIATIONS

LISTE DES TABLEAUX

LISTE DES ANNEXES

LISTE DES CARTES ET DIAGRAMMES

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....1

PREMIERE PARTIE : GENERALITES.....2

Chapitre I : Caractéristiques de la région2

 Section1 : Présentation de la région2

 1 – 1 Production rizicole3

 1 – 2- Ressources halieutiques4

 1 – 3 Ressources forestières4

 Section 2 : Typologie sous- régionales4

 2–1 Relief et Paysages.....5

 2 – 2 Climat5

 2 - 3 Population et démographie : Effectif et évolution5

 Section 2 : Analyse du contexte économique de la région.....7

 1 – 1 Situation du tourisme dans la région7

 1 – 2 Etat du secteur8

 1 - 3 Contexte du secteur foncier8

Chapitre II : Le développement économique de la région dans le cadre du MAP....10

 Section 1 : Les politiques de développements10

 1 – 1 Les politiques sectorielles10

 1 – 2 Présentation de la SRI10

 1 – 3 Approche vulgarisation11

 1-3 – 1 Résultats de la vulgarisation12

 1 – 4 : Aménagement hydro agricoles.....12

Section 2 : Organisation de la filière	13
Section 1 : Culture de rente	14
1 – 1 Café	14
1 – 2 Poivre	15
1–3 Girofle	15

DEUXIEME PARTIE : INCOVENIANTS ET IMPORTANCES

DU SECTEUR	17
Chapitre I : Les inconvenants	17
Section1 : Les faits constatés dans la région	17
1 – 1 Les problèmes de vulgarisation	17
1 – 2 Les problèmes de la filière	18
1 – 3 Les problèmes de maîtrise d'eau	18
1- 4 : Les problèmes environnementaux et contraintes par types d'agents.....	19
1 – 4 -1 Problèmes environnementaux	19
1 – 4 – 2 Protections des aires protégées.....	20
1- 5 Faits constatés au niveau national	21
Section 2 : Les autres problèmes.....	23
2 - 1 : Le problème d'insécurité et métayage	23
2 – 2 Le problème de financement	25
Section 3 : La situation foncière.....	25
3.1 : Les problèmes fonciers	25
3 .2 : Ses conséquences	26
Chapitre II : Ses importances	28
Section 1. : Le rôle du transport	28
1 – 1 Notion de transport.....	28
1 – 2 Relation entre le moyen de transport terrestre et l'économie.....	28
Section 2 : Marchés agricoles.....	30
2 – 1 Circuit de répartition locale	30
2– 2 Commercialisation de riz	30
2 – 3 Echanges commerciales	33
2 – 4 Stockage du riz	33

Section 3 : Capacité du secteur	34
3 – 1 Niveau d'autosuffisance en riz.....	34
3 – 2 Les potentiels et dynamiques régionales	34
3 – 3 Caractéristiques des exploitations	36
3 – 4 Types de riziculture.....	36
Section 4: Importance du secteur foncier	39
4 – 1 Objectif.....	39
1 - 2 Avantages.....	40

TROISIEME PARTIE : PERSPECTIVES ET MOYENS A LONG TERME....42

Chapitre I : Stratégies	42
Section 1 : Réformes et enjeux de la politique agricole	42
1 - 1 Utilisation des techniques pour accroître la productivité	42
1 – 2 Enjeux.....	42
Section 2 : Réalisation et perspectives	43
2 – 1 Perspectives	43
2-2 Engagement 4 : Lancer une revolution verte	44
2-2-1 Objectifs.....	44
2-2-2 Stratégies	44
Chapitre II : Objectifs.....	45
Section 1 : Les forces et faiblesses	45
1-1. Les forces	45
1-2. Les faiblesses	45
1-3 Les Programmes : Professionnalisation des activités de production	46
1-4 - Amélioration et Extension des Surfaces écologiquement exploitables (lac, rizières, tanety ...)	47
1-5 Les organismes de crédit.....	47
1-6 Les banques.....	48
1-7 Les structures mutualistes	48
Section 2 : Programmes et objectifs	49
2-1. Promouvoir l'institution et améliorer la sécurité foncière	49
2-2. Améliorer la croissance économique	50
2-3. Promouvoir la gestion durable des ressources naturelles	50

Section 3 : Recommandations	51
3-1. Rôle de l'état et la sécurisation foncière	51
3-2. Partenariat public privé	52
3-3. Exploitation rationnelle des ressources naturelles	53
Section 4 : Augmentation du capital humain et social	54
CONCLUSION.....	55

ANNEXES

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

FICHE SIGNALTIQUE

INTRODUCTION

Depuis l'indépendance jusqu'à nos jours, le secteur agricole reste l'activité la plus prépondérante dans les activités de la population rurale, laquelle compose 85% de la population totale de Madagascar. Elle fait vivre et travailler les deux tiers de la population et représente 35,5% du Produit intérieur brut (ou PIB). Des actions ont été entreprises mais demeurent encore insuffisantes. De ce fait, la pauvreté persiste, pour ne pas dire s'aggraver dans la campagne.

Cette situation nous amène à constater que l'économie malgache ne peut se baser que sur le secteur agricole. La question qui se pose alors c'est de savoir dans quelle mesure le développement du secteur agricole tiendrait-il un rôle important à la réduction de la pauvreté au niveau de la région d'Alaotra-Mangoro, voire de la nation? Quel changement faut-il attendre pour atteindre une croissance économique réelle stable ?

Le secteur agricole malgache constitue un moteur de développement et un bagage pour notre économie à condition qu'il soit bien exploité. Donc, il devra faire face au processus incontournable de la mondialisation, condition sine qua non de l'intégration de Madagascar à la nouvelle vision de l'économie mondiale. Malheureusement, des difficultés existent et tendent à perturber pour que Madagascar s'y adapte rapidement.

Il est stipulé dans le DSRP que la pauvreté à Madagascar se réduira de moitié vers l'année 2015. Et cet objectif est encore maintenu dans le contenu du "Madagascar Action Plan. (MAP) La stratégie orientée vers le monde rural s'avère comme efficace du fait que le pays est à vocation agricole. Alors, il ne faut plus hésiter de faire une relance de notre économie basée sur le secteur agricole.

PREMIERE PARTIE :

GENERALITES

CHAPITRE I :
CARACTERISTIQUES DE LA REGION

SECTION1 : PRESENTATION DE LA REGION

La Région Alaotra-Mangoro se situe dans le Centre Est de Madagascar et prend son nom du grand lac Alaotra et de la Rivière Mangoro. La région présente de grandes plaines agricoles, de larges pâturages et de vastes zones forestières, avec de plans d'eaux importants. Elle a une superficie de 33. 054 Km² et est formée de cinq districts : Andilamena, Amparafaravola, Ambatondrazaka, Moramanga, Anosibe An'Ala qui s'étalent du Nord au Sud. Elle compte 79 communes dont 2 urbaines, 2 suburbaines, 75 rurales et 606 "Fokontany ". Elle a une population de 33, 66 habitants au Km².

Tableau n°1 : District et commune de la région

Pôle	District	Communes Concernées
<i>Ambatondrazaka Vohidala</i>	<i>Ambatondrazaka</i>	<i>Ambatondrazaka urbaine</i> <i>Ambatondrazaka suburbain</i> <i>Ampitatsimo</i> <i>Feramanga Nord</i> <i>Ambandrika Ilafy</i> <i>Manakambahiny Andrefana</i> <i>Antsangasanga Bejofo</i>
<i>Tanambe Manampotsy</i>	<i>Amparafaravola</i>	<i>Tanambe Beanana</i> <i>Vohitsara</i> <i>Amboavory</i> <i>Ambohijanahary</i> <i>Ambatomainty</i> <i>Anororo</i> <i>Ambohitrarivo</i>
<i>Moramanga</i>	<i>Moramanga</i>	<i>Moramanga ville</i> <i>Ambohibary</i> <i>Morarano</i>
<i>Sabotsy Anjiro</i>	<i>Moramanga</i>	<i>Sabotsy Anjiro</i> <i>Belavabary</i> <i>Ambohidronono</i> <i>Ampasimpotsy</i> <i>Mandalaza Mandalaza</i> <i>Mandalaza</i>

Parmi les 79 communes que comptent la Région, il y a celles qui ne sont classées ni parmi les pôles de développement économiques ni parmi les pôles de développement social. Ce

sont de zones de mises en œuvre normale du PRD en donnant des réponses aux besoins émanant de la population concernée.

1 – 1 Production rizicole

- superficie cultivable : plus de 120.000 ha avec 35.000 ha à maîtrise d'eau ;
- production rizicole : autour de 320.00 Tonne par an et un rendement moyen de 3,64 tonnes à l'hectare ;
- cultures vivrières : manioc, maïs, patate douce, haricot, légumes ;
- cultures industrielles : café, arachide ;
- autres potentiels : fruits et canne à sucre ;
- potentiel considérable en petit élevage : oies, volailles, apiculture, sériciculture, etc.

Tableau n°2 : Superficie agricole

	Superficie totale	Superficie cultivable	Surface totale		
<i>Sous préfecture</i>	<i>A l'hectare</i>	<i>A l'hectare</i>	<i>%Sup. totale SSP</i>	<i>Cultivée (ha)</i>	<i>%Sup. cultivée</i>
<i>Anosibe An'ala</i>	262000	25000	10%	13405	54%
<i>Moramanga</i>	945000	94000	10%	47435	50%
<i>Vatomandry</i>	273200	35455	13%	35235	99%
<i>Antanambao Manampotsy</i>	164100	9585	6%	9585	100%
<i>Mahanoro</i>	385700	47755	12%	47790	100%
<i>Marolambo</i>	376400	22700	6%	22670	100%
<i>Ambatondrazaka</i>	649200	58845	9%	58845	100%
<i>Amparafaravola</i>	696600	70048	10%	49150	70%
<i>Andilamena</i>	752600	11940	2%	11940	100%
<i>Ensemble région</i>	4504800	375328	8%	296055	79%

Source : Fiche technique DIRA Ambatondrazaka, Régions et développement Faritany de Toamasina. Annuaire Statistique Agricole 2001, MinAgri/DPPE

Andilamena est la sous préfecture où la potentialité agricole est très faible. L'exploitation agricole atteint presque le seuil de saturation en terme de surface dans cinq sous préfecture. Moramanga et Anosibe An'ala présentent encore une potentialité énorme en matière

d'exploitation agricole (50%). Amparafaravola dispose encore de 30% de surface cultivable non exploitée.

1 – 2- Ressources halieutiques

- le lac Alaotra d'une superficie de 20.000 ha avec une production avoisinant les 2.500 t par an, de carpes et Tilapia, et le Lac Antsomangana d'Andilamena ;
- grande disponibilité de ressources en eau et de vastes prairies pour la culture fourragère qui rendent la région propice au développement de l'élevage.

1 – 3 Ressources forestières

Les ressources forestières constituent une des richesses de la Région. Elle a en effet :

- des forêts primaires qui forment les diverses aires protégées d'une superficie totale de 349.678 ha,
- des forêts secondaires,
- des reboisements du RNCRM, des Services des Eaux et Forêts et des Communes
- des plantations industrielles qui totalisent 60.000 ha pour la Société FANALAMANGA

SECTION 2 : TYPOLOGIE SOUS- REGIONALES

On peut distinguer quatre sous régions dans la région Alaotra-Mangoro

L'Alaotra et les cuvettes d'Andilamena et de Didy. C'est une région caractérisée par de sols hydro morphes ou la principale activité reste la riziculture associée à des cultures sèches de plateau et à l'élevage intensif.

Les parties septentrionale et occidentale d'Andilamena et d'Amparafaravola. Avec un climat nettement plus sec et des formations végétales surtout constituées de savanes, cette zone reste vouée à l'élevage bovin

Le haut Mangoro et Moramanga : qui est une sous région climatique de la “ zone au vent ” de l'alizé. Les activités principales demeurent l'exploitation forestière et la culture traditionnelle du riz sur tavy.

2–1 Relief et Paysages

Le relief est surtout caractérisé par la cuvette de l’Alaotra qui est un vaste plateau intermédiaire, situé au milieu des plateaux de la région centrale de Madagascar avec une altitude moyenne de 700 m. La cuvette de l’Alaotra est remblayée par des sédiments lacustres pléistocènes qui forment des buttes résiduelles culminant entre 800 et 970 m. Au nord de la zone, entre le Sandratsimo et le Sakaleona, l’escarpement oriental se dédouble en deux ressauts successifs parallèles à la cote : à l’ouest la “ falaise ” de l’Angavo entre 1.300 et 1.600 et à l’est la “ falaise ” Betsimisaraka d’altitude variable. Au nord ouest de l’Alaotra, la chaîne de Tampoketsa et le haut bassin de la Bemarivo constituent une autre unité morphologique. Le Tampoketsa est un témoin isolé d’une surface de pénéplastation à pente faible. Plus à l’Est, le haut bassin de la Bemarivo entaille le domaine des hautes terres. Il comporte une zone externe au relief accusé, matérialisé par une succession de chaînons granitiques ou migmatites. Plus au sud, dans la région de Moramanga, un relief “ polyédrique ” présente des dénivellations considérables (50 à 100 m) entre les crêtes et les talwegs.

2 – 2 Climat

On peut distinguer quatre régions climatiques :

Tampoketsa : La pluviométrie y est inférieure à 1000 m. La période sèche s’étale sur plus de 7 mois avec une température du mois le plus froid supérieure à 16°C.

Alaotra : La pluviométrie annuelle est comprise entre 900 et 1400mm avec à 7 mois secs. La température du mois la plus froide est supérieure à 16°C

Moramanga : la pluviométrie annuelle est supérieure à 1 500 mm. La période sèche dure 2 mois avec une température du mois le plus froid inférieure à 16°C.

Zone côtière : La pluviométrie est supérieure à 1500mm et il n’y a pas de période sèche. La température du mois le plus froid est supérieure à 19°C.

2 - 3 Population et démographie : Effectif et évolution

Selon le recensement général de la population et de l’habitat (RGPH) réalisée en 1993, les régions concernées par la DRDR d’Ambatondrazaka comptent 1.000.944 habitants dans une superficie de 45.048 km² ce qui donne une densité de 22,29Hab/km². Cette densité est légèrement supérieure à la densité nationale qui est de 20,06 hab. /km² mais nettement inférieure à la moyenne de la province qui se situe à 28 hab. /km².

Tableau n°3 : Répartition spatiale de la population

<i>Sous-préfectures</i>	<i>Population résidente</i>	<i>Superficie (km2)</i>	<i>Densité (bus/km2)</i>
<i>Moramanga</i>	167.723	9.450	17,75
<i>Anosibe an'Ala</i>	65.397	2.620	24,96
<i>Vatomandry</i>	99383	2.732	36,38
<i>Antanambao Manampotsy</i>	35533	1.641	21,65
<i>Mahanoro</i>	163.233	3.764	43,37
<i>Marolambo</i>	92.384	3.857	23,95
<i>Ambatondrazaka</i>	184784	6.492	28,46
<i>Amparafaravola</i>	163852	6.966	23,52
<i>Andilamena</i>	31655	7.526	4,21
<i>Ensemble de la région</i>	1.003.944	45.048	22,29

Source : RGPH 93

On constate que, Ambatondrazaka et Moramanga sont les sous-prefectures les plus peuplées. Cette situation s'explique par la potentialité agricole élevée de ces sous-préfectures et le développement des autres secteurs non agricoles ainsi que le développement des infrastructures sociales dans les chefs lieux de sous-préfectures.

Tableau n°4 : Evolution de la densité

<i>Sous-préfectures</i>	<i>1993</i>	<i>2000</i>
	<i>Densité (hbts/km2)</i>	<i>Densité (hbts/km2)</i>
<i>Moramanga</i>	17,75	21,56
<i>Anosibe an'Ala</i>	24,96	30,83
<i>Vatomandry</i>	36,38	52,67
<i>Antanambao-Manampotsy</i>	21,65	24,72
<i>Mahanoro</i>	43,37	52,84
<i>Marolambo</i>	23,95	26,81
<i>Ambatondrazaka</i>	28,46	49,53
<i>Amparafaravola</i>	23,52	29,63
<i>Andilamena</i>	4,21	9,08
<i>Ensemble de la région</i>	22,29	30,36

La grande concentration humaine dans la sous-préfecture de Mahanoro provient de la nature du sol favorable à la culture de rente à valeur marchande en particulier le café. Compte

tenu de la superficie de cette sous-préfecture, il présente la densité la plus élevée de la région. Andilamena avec ces 4,21 hab./km², présente la densité plus faible. Cette dernière s'explique par l'insécurité qui y règne (zone rouge) et par sa spécialisation en élevage bovin extensif. La densité de la population a augmenté de 8 points de 1993 à 2000. Cette augmentation est très marquée dans les sous-préfectures d'Ambatondrazaka et de Vatomandry.

SECTION 2 : ANALYSE DU CONTEXTE ECONOMIQUE DE LA REGION

1 –1 Situation du tourisme dans la région

Tableau n°5 : Infrastructure touristique

<i>Sous-préfectures</i>	<i>Nombre Hôtel</i>	<i>Nombre Chambre</i>
<i>Ambatondrazaka</i>	5	31
<i>Amparafaravola</i>	2	17
<i>Andilamena</i>	0	0
<i>Moramanga</i>	9	108
<i>Anosibe an'Ala</i>	0	0
<i>Vatomandry</i>	1	6
<i>Mahanoro</i>	2	14

Source : Ministère du Tourisme

Le Parc Naturel d'Andasibe Mantadia (PNAM) est un bien très connu pour une destination touristique. Le pourcentage des touristes est estimé à 38,879. En fait, il s'étend sur 20,8 Km de long du Nord au Sud et 12,7 Km de large d'Est en Ouest. Ajoutons qu'il dispose de deux aires protégées tels que :

- La Réserve Spéciale d'Indre d'AnalamaZaotra, 810 ha
- Le Parc National de Mantadia, 10.000ha

L'existence des ces 2 réserves bénéficient à la région d'une création d'emploi. Le tourisme dans cette région permet de bénéficier d'une création d'emploi aux jeunes en tant que guides. On trouve notamment les lémuriens, les crocodiles, les orchidées, bref la faune, la flore. On remarque un accroissement constant des visiteurs dont surtout les étrangers et les nationaux qui sont estimés à 33%.

On trouve quatre types de circuits dont les tarifs pour l'accès sont les suivants

- Cinéaste : 160.000Ar
- Touristes étrangers : 10.000Ar
- Etrangers résidents : 7.000Ar
- Nationaux : 5000Ar

En effet, les sous préfecture de Moramanga s'occupe de la promotion du tourisme local. Et il existe également d'autres lieux historiques qu'on peut visiter tels que la Musée de la gendarmerie à Moramanga, la société commémorative de l'insurrection de 1947 à Antsampazana.

1 – 2 Etat du secteur

La région d'Ambatondrazaka offre des caractéristiques physiques plus ou moins homogènes : sols à vocation rizicole.

Les secteurs productifs principaux sont l'agriculture et l'élevage. L'activité agricole est dominée par les cultures vivrières, mais avec l'évolution des besoins monétaires, des cultures de rentes, industrielles et de contre saison se sont développées.

Le secteur secondaire par contre, connaît une régression de l'industrie qui se caractérise par une extrême concentration spatiale et est dominée par les unités de transformation, notamment l'Agro-alimentaire.

La pression démographique a eu des effets sur l'appareil productif et sur l'aménagement spatial, compte tenu de son inégale répartition, tant au point de vue âge que dans l'espace.

La région connaît un niveau d'équipement insuffisant, surtout dans les communes rurales (électrification, adduction d'eau, équipement socioculturel et existence de zones enclavées).

1 - 3 Contexte du secteur foncier

Le gouvernement a identifié l'absence de droits de pleine propriété foncière claires comme étant la principale barrière à un accroissement de l'investissement rural et de la productivité agricole. De la même manière, le processus consultatif a identifié de manière conséquente le manque de sectorisation foncière, l'inefficacité des services fonciers et

domaniaux de gouvernement en tant que zones de haute priorité pour la réforme. Actuellement, il y a une méfiance largement répandue envers le système d'enregistrement de la propriété foncière formelle. Il existe également un énorme arrière de demande des titres qui n'ont pu être traité en raison du manque de ressources et de processus d'enregistrement lourds. Bien que les pratiques informelles en matière de foncier offrent à l'utilisateur de la terre un degré relatif de sécurisation foncière locale, on rapporte que les conflits entre pratiques informelles et formelles augmentent, contraignant l'investissement rural et les améliorations de l'utilisation de la terre, et entravant l'extension des crédits basées sur le nantissement.

Bref, d'après ce que nous avons vu plus haut, la région Alaotra-Mangoro à une énorme potentialité de développement. Elle possède une grande surface de sols fertiles non exploités, de grande disponibilité de ressources en eau et des vastes prairies pour la culture fourragère. Les ressources forestières constituent également une des richesses de la région. Les secteurs productifs principaux sont l'agriculture et l'élevage. L'activité agricole est dominée par les cultures vivrières. Toujours dans ce premier chapitre, nous allons analyser comment s'effectue le développement de cette région

CHAPITRE II :
LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA REGION
DANS LE CADRE DU MAP

SECTION 1 : LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENTS

1 – 1 Les politiques sectorielles

Le développement rural embrasse plusieurs secteurs, ils sont appelés à appliquer des politiques cohérentes. Actuellement, la croissance du milieu rural est fondée sur la promotion de production, d'exportation et de substitution aux importations.

Dans le cas de la politique agricole et alimentaire, la situation du pays a connu des améliorations avec les progrès enregistrés en matière de production agricole avant 1999. Cependant, des carences subsistent dans certaines zones. Le moindre incident climatique provoque des problèmes de ravitaillement. Il convient d'intensifier la production du riz pour satisfaire les besoins alimentaires.

Dans le domaine de l'élevage, il faut accroître l'élevage laitier en mesure de fournir rapidement des produits de substitutions aux importations les plus conséquentes pour l'économie nationale.

Pour le secteur eau et forêt la production forestière doit être développée. Car les besoins sont variés en énergie, construction, fabrication des meubles. Ainsi, il faut rationaliser la gestion et l'exploitation des forêts existantes, étendre et protéger les superficies boisées.

Sur le plan d'amélioration du régime foncier, il faut d'abord satisfaire les besoins en terre et garantir la sécurité foncière. En outre, il est nécessaire d'assurer la répartition équilibrée de la population en vue d'une meilleure maîtrise de la mise en valeur des terres lui procurant un revenu minimum entraînant sa participation à l'économie de marché.

1 – 2 Présentation de la SRI

Cette technique rizicole ne nécessite pas l'utilisation de gros matériels. Une technique avantageuse déjà adoptée avec succès par de nombreux pays (Asie, Inde, Chine) qui voient ces rendements accroître d'une manière spectaculaire.

Le SRI est souvent mal interprété, considéré comme étant une technique pour les paysans qui ne disposent que de petites parcelles et nécessitant de grands efforts ainsi que de quantité suffisante en eau. Parfois, cette compréhension est due à l'insuffisance de la

vulgarisation du SRI.

Dans le secteur agricole, 70% des activités de la production sont dominées par le riz, denrée qui constitue la base de l'alimentation des ménages. Or, la production de riz n'augmente que de 1,2 % par an depuis l'année 80 et son rendement n'a jamais dépassé le seuil 2,1 tonnes par hectare

Avec les 80% des populations se trouvant en milieu rural. Le potentiel important lié au climat, aux sols, et à l'agriculture reste toujours le plus important secteur de l'économie malgache aujourd'hui.

Par ailleurs, l'on sait que le phénomène de la pauvreté est beaucoup plus préoccupant en milieu rural qu'en milieu urbain. Donc, le secteur du développement rural doit jouer un rôle primordial dans la mise en œuvre de la politique du gouvernement. Afin d'atteindre un développement rapide et durable de Madagascar.

C'est pour cela qu'une solution a été adoptée par la mise en œuvre du SRI ou Madagascar Rice technology (MRT) en Indonésie. Pour prévenir à un risque de déséquilibre entre l'offre et la demande nationale.

1 – 3 Approche vulgarisation

En fait, cette vulgarisation repose essentiellement sur deux actions :

- Pour **la première action**, elle consiste à faire de recherche. Mais, les résultats ne doivent pas y rester confinés et la mise au point des thèmes de vulgarisation doit être faite selon une approche "recherche-développement". Pour cela, les thèmes sont identifiés chez les paysans et avec eux.

- Pour **la deuxième action**, elle concerne la vulgarisation proprement dite. En fait, elle mette en contact deux interlocuteurs qui sont :

- L'agent vulgarisateur, chargé de diffuser les messages techniques
- Le paysan ou le groupe de paysans qui reçoit le message.

On a connu ainsi des approches de vulgarisation très variées :

- Contact individuel de masse en “ porte à porte ”
- Contact individuel de paysans pilotes, chargés d'entraîner les paysans suiveurs.

- Contact par groupe d'intérêt commun, à une périodicité variable au cours de la campagne agricole, en fonction des centres d'intérêt des groupes.

1-3 – 1 Résultats de la vulgarisation

En effet, des résultats ont été aboutit car des thèmes ont été vulgarisés depuis la mise en place du système. Et ce thème concerne uniquement la riziculture.

1/ Pour le riz irrigué, les thèmes vulgarisés sont : la variété nouvelle, les plants jeunes, le repiquage à 2 brins, le sarclage à temps, la densité de remis, la sélection massale, l'amélioration de la façon culturale, et enfin le respect du calendrier cultural.

2/ Pour le riz pluvial, les thèmes vulgarisés concerne sur la densité de semis, le sarclage à temps, la sélection massale, l'amélioration de la façon culturelle et enfin le respect de calendrier cultural.

1 – 4 : Aménagement hydro agricoles

Les travaux d'aménagement hydro agricoles concernent cinq sous-préfectures dans la régions: Ambatondrazaka, Amparafaravola, Moramanga, Vatomandry et Mahanoro.

Les zones littorales ne comportent aucun GPI (Grand Périmètre Irrigué). Ce fait est du à la taille relativement petite et éparpillée des périmètres existants. Dans l'Alaotra, les surfaces rizicoles constituées essentiellement par les plaines marécageuses aménagées et des vallées en amont se décomposent comme suit :

Tableau n°6 : Surface de périmètres aménagés

Sous-préfectures	Périmètres aménagés (ha)	Périmètres traditionnels (ha)
Ambatondrazaka	4.500	12.000
Amparafaravola	27.000	35.000
Andilamena	44.000	1.000
Total	75.000	48.000

Source : monographie de la région du moyen est 2001

Les périmètres sont irrigués par des barrages de retenue ou de dérivation avec seuil ou au fil de l'eau. La distribution est assurée, dans la plupart des cas jusqu'aux parcelles, par un réseau de canaux équipés d'ouvrages de contrôle permettant d'avoir une gestion optimale de la ressource. Andilamena présente la plus forte périmètres aménagés par rapport aux deux autres

sous-préfectures (44.000 pour Andilamena contre 22.700 et 4500 pour les deux sous-préfectures d' Amparafaravola et Ambatondrazaka).

SECTION 2 : ORGANISATION DE LA FILIERE

Tableau n°7 : Fonction et agent de la filière

<i>Stade</i>	<i>Fonctions</i>	<i>Type d'agents</i>	<i>Nombre estimé d'agents</i>
<i>Amont</i>	<i>Vente d'intrants</i> <i>Entretien des infrastructures</i> <i>Vulgarisation, recherche-devt</i> <i>Crédit</i>	- vendeurs d'intrants rizeries AUE, FAUE, projets -PNVA, FOFIFA -BTM, OTIV, Rizeries	4
<i>Production</i>	<i>Production Stockage</i>	- Producteur simple riziculture aquatique - Producteur simple Riziculture aquatique + tanety pluvial	60 600 15 400
<i>collecte</i>	<i>Achat – transport de paddy</i>	- collecteurs semis– grossistes	1 300
<i>Transformation</i>	<i>Décorticage surtout en prestation</i> <i>Décorticage- Polissage</i> <i>Stockage, Ventes de riz et sous produits</i>	Décortiqueries -Rizeries	200 4
<i>Commercia-lisation</i>	<i>Gros</i> <i>Semi Gros</i> <i>Détail</i> <i>Importation de riz</i>	<i>Grossiste</i> <i>Collecteurs semi-grossistes</i> <i>Détaillants</i> <i>Importateurs</i>	16 1300 3350

Source : monographie du moyen est 2001 / Etude filière riz FAO UPDR 1999

Les cultures vivrières autres que le riz ne présente pas d'une manière générale une organisation particulière. Auparavant, la production du manioc était plus intégrée. Mais, depuis que les féculeries ont délaissées suite à des problèmes démarche du tapioca, le dynamique de la filière diminuait.

Tableau n°8 : Niveau d'équipement des riziculteurs

Type de matériel	Pourcentage
Tracteur avec accessoires	0,2
Motoculteur avec accessoires	0,1
Herse à bœufs	28,8
Charrette	26,4
Charrue à bœufs	33
Pulvérisateur	3,5
Houe rotative/sarclouse	14,4
Angady/pelle/pioche	97,3
Foucille/coupe coupe	92

Source: Enquête FAO/UPDR 99

En ce qui concerne les intrants, ils sont surtout constitués par des engrains minéraux pour fertiliser les terres, des semences sélectionnées et des produits phytosanitaires tels que les herbicides. Une moyenne de 10 kilos à l'hectare est observée pour l'engrais chimique: les plus élevés se trouvent sur les hauts plateaux avec 80 kilos à l'hectare: au Lac Alaotra, cette moyenne est de 69 à l'hectare. Les marchés ruraux ne sont pas approvisionnés en intrants agricoles. Du coté des cultivateurs, ils vaudraient parcourir à plus de 300 km pour acheter des intrants. Les freins à l'utilisation d'engrais minéraux sont: le manque de trésorerie, le prix élevé des intrants agricoles, ainsi que la disponibilité limitée de ces produits sur le marché local, la réticence des paysans. D'où ils se contentent seulement de la fertilisation organique.

SECTION 1 : CULTURE DE RENTE

Les cultures de rente classiques ont plutôt marginales. Les superficies sont même en baisse, de même que les rendements. Elles sont localisées uniquement dans la partie sud est et littorale de la Région. Elles peuvent pourtant être développées dans les zones favorables. Trois spéculations forment les cultures de rente traditionnelle qui sont pratiquées dans la Région : Cafés, Girofle et poivre.

1 – 1 Café

Les colons réunionnais avaient été les premiers à en augmenter et les paysans malgaches ont suivi. En 1944, le café de ces petits planteurs représentait 16. 000 tonnes sur les 23.500 tonnes produites. Par la suite, la culture s'est encore plus développée au début des

années 1970 avec l'opération café poivre girofle (OCPG). Au départ, les actions ont été très concentrées et les résultats très positifs.

C'est le "*Coffee canéphore*" communément connu sous le nom de café Robusta qui est cultivé sur la côte est et qui constitue la majorité de la production nationale. C'est à présent une culture extensive, sans soins particuliers (ombrage, fertilisation, traitements phytosanitaires, recepage...). En effet, au-delà de 20 ans, les pieds sont trop âgés pour être encore rentables. Les grandes plantations et concessions ont presque disparu. Soulignons, que les exploitants agricoles possèdent en général :

- a) Une caféraie de case (autour de l'habitation)
- b) Un champ plus important et plus éloigné du village

1 –2 Poivre

C'est une spéculation très marginale mais très intéressante, car elle ne demande pas des soins particuliers. Le prix d'achat aux producteurs et la maladie de dépérissement constituent des handicaps et limitent l'extension de cette culture.

Actuellement, des demandes de poivres verts et noirs encouragent les exploitants à renouer avec cette culture. La recherche dispose à juste titre de résultats à ce propos, notamment sur le plan variétal.

1–3 Girofle

Avec zanzibar, Madagascar est l'un des principaux producteurs de clous de girofle. C'est une culture de cueillette pratiquée par des petits planteurs.

La production est typiquement cyclique de 3 à 4 ans (d'ordre climatique). La récolte des girofles exige une consommation non négligeable de main d'œuvre (cueillette des clous et de griffes). Elle s'étale d'octobre à décembre, coïncide avec une période d'activités agricoles qui est fonction des commodités d'évacuation (densité et état des infrastructures routières pour l'acheminement de ces produits vers les ports de départ).

Enfin, l'ANDRETRA " (*Chrysitypus mabilianum*) insecte des girofliers, ainsi que le tavy font de graves dégâts.

Les rendements moyens ont de 6 à 16 kg de clous frais/arbre/ an et de 900 kg à 2 tonnes par hectare. Les techniques vulgarisées portent sur le renouvellement de plantations, la lutte mécanique contre l'Andretra.

D'après ce que nous avons vu au dessus, nous pouvons conclure :

Dans le premier chapitre que, la région Alaotra-Mangoro possède un atout considérable en terme de développement économique. Compte tenu, d'une grande surface de sols fertiles qui sont encore exploitable, d'une grande disponibilité de ressources en eau et des vastes prairies pour la culture fourragère. Ainsi que les ressources forestières qui constituent la richesse de la région. Et dans le deuxième chapitre, des politiques ont été définies pour assurer le développement économique de la région. Des approches et d'organisations sont effectués, partant de la collecte jusqu'à la commercialisation. Les superficies et les rendements de la culture de rente sont en baisse dans cette région (café, poivre, girofle). Si on a vu la situation de développement économique de la région. Nous allons présenter dans cette deuxième partie, les inconvénients et les importances du secteur agricole dans cette région.

DEUXIEME PARTIE :
INCOVENIANTS ET IMPORTANCES
DU SECTEUR

CHAPITRE I :

LES INCONVENANTS

SECTION1 : LES FAITS CONSTATES DANS LA REGION

1 – 1 Les problèmes de vulgarisation

Les problèmes rencontrés au niveau de la vulgarisation se situent à différent niveau.

Au niveau du contenu du message technique :

- On constate une insuffisance de participation et de l'implication des agriculteurs dans le dialogue entre Recherche et vulgarisation.

Au niveau de l'approche :

- Le producteur reste souvent considéré comme le cible et non comme un partenaire

- L'approche reste souvent trop sectorielle et orientée vers une spéculation, sans prise en compte de l'exploitation dans sa globalité

- Le producteur a trop d'interlocuteur

Au niveau de l'image du vulgarisateur :

- Niveau trop faible
- Manque de dynamisme et d'initiative

Au niveau de l'attitude de paysan :

- Passive, se contentant de recevoir des thèmes “ top down ”
- Indifférents ne cherchant pas à exploiter au mieux le personnel chargé de lui apporter appui et conseil

Au niveau de l'environnement socio-économique :

Accès difficile dans certaines régions rurales : il n'y a pas de vulgarisateur

- L'insécurité n'incite pas à l'intensification (vols sur pieds)

1 – 2 LES PROBLEMES DE LA FILIERE

Même si la région possède des atouts concernant la production rizicole. Compte tenu, de la possession d'une large superficie Cultivable (plus de 120.000ha), d'une production rizicole autour de 3,64 Tonnes à l' ha, d'une grande disponibilité de ressources en eau, ainsi que d'un niveau de consommation élevée. Or, on constate toujours une insuffisance de l'offre nationale. En raison de cette insuffisance de l'offre nationale, Madagascar est obligé de recourir à l'importation pour combler le déficit. En effet, la part de cette importation n'a cessé d'augmenter pour l'année 2002 et l'année 2003. Elle passait de 3, 7 % à 7,7%.

Des obstacles existent encore entraînant un frein au développement de la filière riz. Citons quelques exemples :

- Les conditions climatiques défavorables (dépressions ou cyclones tropicaux et amplitude de variations de pluies) ;
- Le mécanisme des échanges commerciales : les collecteurs achètent à bas prix le récolte que les producteurs ne sont pas tellement motivés
- La détérioration ou la dégradation des infrastructures de base tels que les réseaux d'irrigation constituant l'objet principal de la maîtrise d'eau
- La faible utilisation d'intrants, le niveau d'équipement, ainsi que la faible application de technique améliorée ;
- Les coûts de mains d'œuvre élevés.
- Les techniques de culture du riz restent dans une large mesure rudimentaire et peu productive. Or, cette stagnation des rendements face à une croissance démographique galopante de 2,8% engendre inéluctablement une malnutrition et une insécurité alimentaire grandissantes à Madagascar.

1 – 3 Les problèmes de maîtrise d'eau

Les surfaces à maîtrise d'eau varient d'une sous-préfecture à une autre et ne dépassent pas 35% de la superficie dominée. La maîtrise d'eau est d'autant plus faible dans les périmètres n'ayant pas bénéficié des travaux de réhabilitation tels que les réseaux d'Andilamena et des périmètres en amont, où elle ne s'élève que 20% de la surface dominée.

La diminution de cette surface est constatée chaque année pour les raisons suivantes :

- Les ressources en eau diminuent d'année en année à cause des tarissements des sources alimentant les barrages,
- Les volumes du barrage diminuent à cause du degré d'ensablement élevé, d'où la régression continue de leur capacité d'irrigation.

1- 4 : Les problèmes environnementaux et contraintes par types d'agents

Tableau n°9 : Contraintes par type d'agent

<i>Agents</i>	<i>Contraintes</i>
<i>Producteurs</i>	<i>: eau, route, prix des intrants, crédits, sécurisation foncière ;</i>
<i>Collecteurs</i>	<i>: diminution de la qualité du paddy, crédits, route, tirs au vol,</i>
<i>Transformateurs</i>	<i>: charge fiscale, obsolescence des équipements industriels, absence d'une protection effective (taxe d'importation), charges structurelles qui pénalisent les exportations (frais portuaires)</i>
<i>Vendeurs d'intrants</i>	<i>: approvisionnement d'intrants, faiblesse de la demande</i>
<i>Commerçants</i>	<i>: concurrence du riz importé</i>

Les principales problématiques écologiques dans cette Région portent sur la dégradation de la forêt naturelle, de la biodiversité des bassins versants, l'envasement et ensablement des zones de bas fond et du lac.

Selon l'étude diagnostic environnementale de l'Alaotra réalisée par Orgasys en 1997, le phénomène d'érosion constitue un grand problème sur le plan environnemental dans cette région.

1 – 4 -1 Problèmes environnementaux

Les facteurs de dégradation les plus importants dans la région sont :

- l'emploi de feux de brousse pour le renouvellement de pâturage
- le surpâturage
- le défrichement sans autorisation
- la chasse aux lémuriens
- le tavy et les pratiques culturelles ancestrales

Plusieurs causes ont conduits à ces pressions sur l'environnement

- méconnaissance de la valeur de la biodiversité (corridor)
- mauvaise gestion de pâturage
- non maîtrise de l'utilisation de ressource (eau, bois d'énergies)
- insuffisance des moyens pour la valorisation de tanety
- problème foncier
- pression démographique
- etc....

1 – 4 – 2 Protections des aires protégées

Rappelons que les aires protégées et leur conservation se distinguent en trois catégories :

- les parcs nationaux (PN) ont pour objet la protection et la conservation de la faune et flores originelles, ainsi que la fonction récréative et éducative. La circulation à l'intérieur est réglementée.
- les Réserves Naturelles Intégrales (RNI) ont été créées afin de protéger la faune et la flore du site protégé. L'accès aux visiteurs et aux touristes est interdit. Les chercheurs y sont admis sur autorisation de la direction des eaux et forets. Aucune autre activité humaine n'y est autorisée.
- les Réserves Spéciales (RS) ont été instituées, soit pour préserver les écosystèmes, soit pour protéger les espèces animales ou végétales particuliers. La protection est stricte mais les règles de circulation des visiteurs sont assouplies.

Tableau n°10 : Aire protégée

<i>Nom</i>	<i>Superficie</i>	<i>Année de création</i>	<i>Objectifs de gestion</i>	<i>Localisation</i>
<i><u>PN Mantadia</u></i>	9987	1989	<i>Parc National et Réserve de la biosphère</i>	
<i><u>RNI Betampona</u></i>	2925	1927	<i>Réserve Scientifique</i>	
<i><u>Zahamena</u></i>	46162	31/12/27	<i>Réserve Scientifique</i>	
<i><u>RS Analamazaotra</u></i>	865	21/06/70	<i>Réserve Scientifique</i>	<i>18° 28' S 48° 28' E</i>

Source : SIG / ANGAP, 1996

Le Parc National d'Andasibe Mantadia présente une grande importance au niveau régional.

Pour cette région du Lac Alaotra, le CTFT dispose d'un réseau de parcelles élémentaires installées depuis un certain nombre d'années à la vallée de témoin.

Le tableau suivant donne les premiers résultats concernant le ruissellement et l'érosion enregistre sur ces parcelles.

Tableau n°11 : Ruissellement et érosion dans l'Alaotra

	<i>à sol pratique</i>	<i>A couvert de 40 à 50%</i>	<i>Couvert de 10%</i>	<i>Eucalyptus</i>
<i>Ruisseaulement (% de la pluie annuelle)</i>	30%	25%	5%	3%
<i>Nbre de ruissements à 10% de pluie</i>	77%	66%	30%	13%
<i>Nbre de Ruissements à 40% de la pluie</i>	37%	32%	4%	8%
<i>Ruisseaulement maximum bservé</i>	80%	80%	—	—
<i>Perte en terre (en T/ha/an)</i>	15%	3 à 4	<i>nulle</i>	<i>Nulle</i>

Source : Diagnostic environnemental de l'Alaotra /ORGASYS 1997

Pour le terrain à sol pratique et couvert de 40 à 50%, le ruissellement observé est élevé (80%). Par contre, la perte en hectare est totalement nulle pour l'eucalyptus et le terrain couvert de 10%.

1- 5 Faits constatés au niveau national

Le secteur agricole occupe 76,6 % de la population active en 1999, mais ne représente que 29,2 % du PIB. Le relief montagneux et l'érosion dramatique des sols réduisent les surfaces cultivables à 5,1 % de la superficie totale. L'agriculture est également tributaire des conditions climatiques. En 1994, le cyclone Geralda a détruit une grande partie des cultures.

L'essentiel de la production est destiné à la consommation intérieure et l'autosuffisance est à peine atteinte. Les principales cultures sont le riz la production nationale totale était de 2 800 000 tonnes en 2004. Pour le manioc, elle était de 2 366 935 tonnes, les haricots, le maïs était de 181 140 t, les patates douces (509 175 t), les pommes de terre (297 525 t) et le taro (200 000 t). Le café, les clous de girofle, la canne à sucre, le sisal, le tabac et la

vanille sont destinés à l'exportation. Spécialement pour la vanille, soulignons que Madagascar est le premier producteur mondial et cela constituait également la première recette du pays. Ce dernier produit subit la concurrence de la vanille de synthèse. Pays d'élevage, Madagascar possédait en 2004 un cheptel de 10,5 millions de bovins, 1,2 million de caprins et 1,6 million de porcs, qui restent dans le circuit national.

En 2003, l'exploitation forestière a produit 10,6 millions de m³ de bois, utilisé principalement pour la satisfaction des besoins locaux tels que: le bois de cuisson, le bois de chauffage et pâte à papier. Des programmes de reforestation des Hautes Terres, les plus touchées par l'érosion, et de gestion écologique des zones exploitées ont été mises en place. Les produits de la pêche sont peu commercialisés et l'essentiel des quelque 143 332 tonnes de poissons pêchées chaque année est consommé sur place. Les exportations de crevettes sont en hausse et ne sont pas loin de détrôner la vanille.

Tableau n°12 : Production de paddy et volume

Année	En tonne	Population nationale
1960	1 200 000	5 505 900
1970	1 900 000	6 788 000
1990	2 420 000	11 239 000
1995	2 450 000	12 903 000
1996	2 500 000	13 265 000
1997	2 558 000	13 636 000
1998	2 447 000	14 018 000
1999	2 570 300	14 410 000
2000	2 480 470	14 814 000
2001	2 662 470	15 229 000
2002	2 603 965	15 655 000
2003	2 800 000	16 093 000

Source : Service des statistiques agricoles, MAEP.

Production nationale (T)

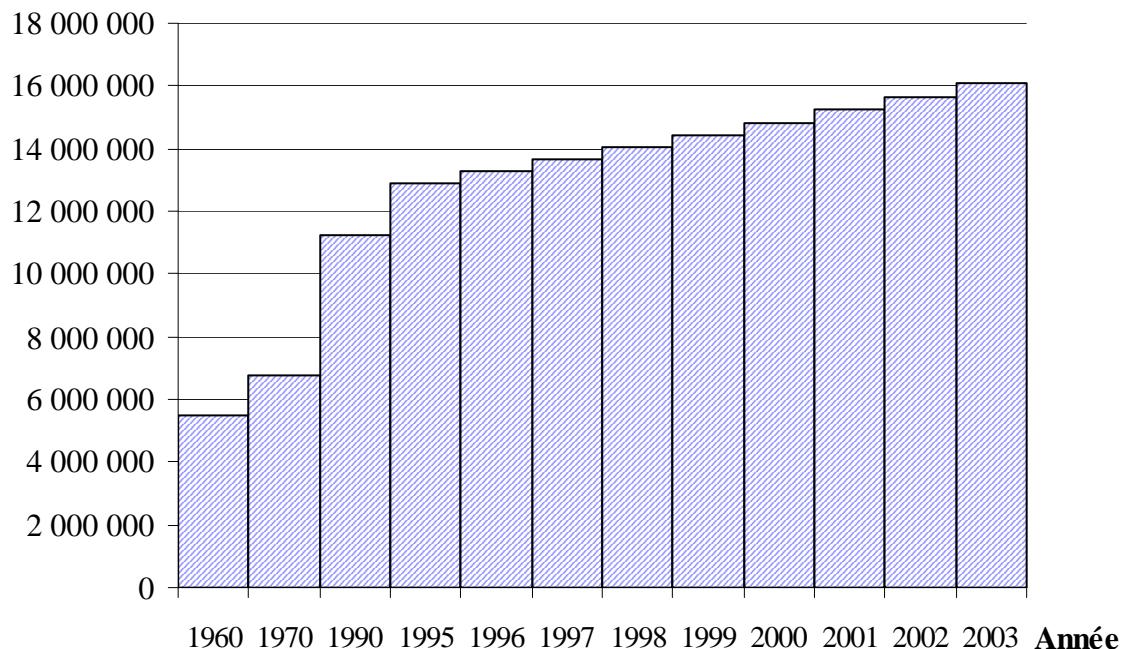


Diagramme 1 : Production de paddy et volume

Pour la campagne 2002-2003, la production de paddy était de 2.800.000 tonnes. Cette production est repartie en 670.000 tonnes de première saison et 2.100.000 de deuxième saison. De 1990 à 2003, le taux de croissance moyen annuel de la production de paddy est de 1,2% tandis que celui de la population est estimé à quelque 2,8%. Ainsi, la production moyenne de riz par tête n'est plus que de 111kg en 2003, elle était encore à 113kg en 1990.

SECTION 2 : LES AUTRES PROBLEMES

2 - 1 : Le problème d'insécurité et métayage

Selon l'enquête faite auprès des chefs de Communes, ils avouent tous être victimes du problème de vol. Un producteur a même déclaré qu'il a perdu la totalité de sa récolte. Non seulement, ces malfaiteurs ne se contentent plus d'effectuer des vols sur pieds ces dernières années. Mais, ils s'organisent même pour attaquer dans le village.

Il existe aussi un problème entre le producteur et l'opérateur économique. En effet, Ce sont les opérateurs économiques qui tirent le plus de profit en raison de la faible organisation des producteurs dans la commercialisation de leurs produits.

On retrouve également un problème dans le contrat de métayage. En effet, ce contrat est désavantageux car seulement 50% de la récolte est instituée au propriétaire. Ce métayage touche surtout sur les jeunes et les nouveaux arrivants qui ne possèdent pas de terre.

La riziculture irriguée est surtout la plus concernée par ce problème de métayage.

Dans la région du moyen est (Alaotra, Moramanga et Anosibe an'ala), il y a une affectation de la production moyenne obtenue en pourcentage pour un hectare. On peut le représenter selon les deux systèmes de faire-valoir qui se répartit comme suit.

Tableau n°13 : Autoconsommation, vente, semences, redevance et métayage

	<i>Auto consommation</i>	<i>Vente</i>	<i>Semences</i>	<i>Redevances métayage</i>	<i>Total</i>
<i>Faire-valoir Direct</i>	55%	40%	5%	-	100%
<i>Métayage</i>	27%	20%	5%	48%	100%

On remarque d'une manière générale que la part de l'autoconsommation a beaucoup de place quel que soit le mode de faire-valoir. La redevance de métayage varie toujours de 45 à 50% et la part de semences s'établit à 5% de la production.

Aussi, le système de métayage n'avantage nullement la personne engagée, car il n'assure pas l'autosuffisance alimentaire du ménage qui compte 5 à 6 personnes en moyenne. La surface généralement exploitée n'atteint pas un hectare.

En outre, il est difficile d'établir un plan d'intensification sur plusieurs années avec des métayers qui n'exploitent les terres qu'à titre "provisoire".

Tableau n°14 : Faire valoir direct, métayage et fermage au niveau de chaque sous-préfecture

<i>Sous-préfectures</i>	<i>Faire-valoir direct</i>	<i>Métayage</i>	<i>Fermage</i>	<i>Total</i>
<i>Ambatondrazaka</i>	35%	16%	49%	100%
<i>Amparafaravola</i>	28%	27%	45%	100%
<i>Andilamena</i>	32%	4%	64%	100%
<i>Moramanga</i>	93%	7%		100%
<i>Total zone (moyenne)</i>	52%	15%	33%	100%

Source : monographie de la région du moyen est/Direction interRégionale Ambatondrazaka

On remarque que le fermage est important dans les sous-préfectures d'Ambatondrazaka, Amparafaravola et Andilamena, du fait que bon nombre de propriétaires de grandes superficies de rizières et leurs familles n'arrivent pas à les mettre en valeur. Alors qu'à Moramanga, on estime que chaque famille, ne possédant que 0,80 hectares arrive à l'exploiter. Pour la culture du riz, la main d'œuvre est surtout assurée par les membres de la famille. Cette main d'œuvre familiale assure les 68% des travaux pour le semis direct et 56% des travaux pour le repiquage. L'entraide ne représente que 10% de la main d'œuvre nécessaire pour cette culture.

2 – 2 Le problème de financement

Par ailleurs, le problème d'accès au financement par les paysans est très essentiel compromettant la structure organisationnelle de la production. On peut citer :

- Le taux d'intérêt élevé et l'exigence de garantie excessive par les institutions financières ;
- L'absence du système bancaire de proximité ;
- L'accès aux crédits difficiles et limités dans le milieu rural.

SECTION 3 : LA SITUATION FONCIERE

3.1 : Les problèmes fonciers

En fait, selon la lettre de politique foncière :

- Madagascar est en transition foncière. Actuellement, la terre devient de plus en plus un bien marchand, qui s'exploite et s'échange avec ou sans le consentement des autorités traditionnelles. Ainsi, les citoyens se tournent vers l'Etat pour faire valoir leurs droits sur le sol. Et nombreux sont les ménages qui font de demande d'acquisition de terrains domaniaux auprès des services fonciers ;

- Face à cette demande, les services fonciers présentent une très faible capacité à délivrer des titres fonciers. Seuls 330000 titres ont été établis depuis un siècle et actuellement le rythme de délivrance d'actes stagne autour de 1000 titres par an (source : Document Millenium Challenge Account ou MCA Madagascar);

- Les usagers accordent peu d'intérêt aux procédures de mutation qui leur semblent complexes et onéreuses ;

- L'immatriculation foncière collective, le cadastre présent l'avantage d'une procédure plus simple, réalisé sur place. Mais cette procédure décidée par les services de l'Etat s'accompagne d'un coût relativement élevé. Elle est proche de AR 140.000 par hectare (70 \$.ha) qui est au delà des moyens de l'administration.

3.2 : Ses conséquences

Cependant, cette crise foncière pourrait engendrer des impacts sur la vie économique et sociale tels que :

- Une insécurité foncière généralisée, faute de régulation foncière communautaire et en raison de la faible capacité des services fonciers.

- Nombreux sont ceux qui craignent d'une tentative de spoliation capable d'activer l'aboutissement d'un dossier d'immatriculation foncière.

- Le développement des conflits fonciers, ce contexte d'incertitude généralisée favorise le développement des conflits pour la maîtrise du sol surtout quand la survie d'un groupe familial tient à l'exploitation d'un parcelle.

- La corruption, l'immatriculation ne peut plus fonctionner sans apport financier du requérant.

- La réticence à l'investissement, l'investissement privé est contrarié, les producteurs ruraux ne sont pas incités à des investissements durables sur leurs terrains.

Suite à ces crises foncières à Madagascar. La Politique Nationale Foncière (PNF) a été élaborée avec la collaboration avec le MCA. Et le principal rôle de MCA consiste à apporter le financement selon les besoins probablement identifiés.

A part le commandement de son projet, cinq zones ont été intervenues au départ (Vakinankaratra, Amoron'i Mania, Menabe Atsinanana, Boeny, Diana). Soulignons que le guichet foncier qui se trouve à Ambatondrazaka existait déjà avant l'élaboration de ce projet MCA. Son budget de fonctionnement est assuré par le revenu engendré par les prestations de services. Notons que des résultats ont été déjà réalisés et qui sont en cours :

- Il y a la mise en place de guichet foncier. En fait, la collaboration entre MCA Madagascar et la Politique Nationale Foncière (ou PNF) permettra d'équiper 158 Communes dans les cinq zones citées ci-dessus.

- Lors de l'inauguration du guichet foncière de Faratsihô, 200 certificats fonciers ont été délivrés.

Bref, des obstacles règnent encore dans cette région. En fait, au niveau de la vulgarisation, l'approche reste souvent sectorielle et orienté vers une spéculation, sans prise en compte de l'exploitation dans sa globalité. En terme de maîtrise d'eau, on constate que les ressources en eau diminuent d'années en année. En fait, cela est du à de tarissements des sources alimentant les barrages. On retrouve également un problème dans le contrat de métayage. Notons que ce contrat est désavantageux, car seulement 50% de la récolte est instituée au propriétaire. En effet, tous ces problèmes ont pour conséquence le ralentissement du développement de la région. Des problèmes sont encore à résoudre dans cette région. Par contre, des facteurs importants existent aussi dans cette région que nous allons voir successivement dans le deuxième chapitre.

CHAPITRE II :

SES IMPORTANCES

SECTION 1. : LE ROLE DU TRANSPORT

1 – 1 Notion de transport

Avant d'entrer dans l'analyse du concept de transport. En fait, le transport est obtenu par la combinaison de deux radical “ trans. ” : déplacer, dépasser et du mot “ port ” : porter .En définitive, elle se définit comme une action de porter ou déplacer des biens ou des personnes d'un lieu à un autre sans dommages. Et soulignons également que le transport n'est pas une activité de production. Par contre, le transport existe lorsqu'il y a des biens et des personnes à transporter. En d'autre terme, ce sont les activités de besoins économique qui créent le transport. Mais, on ne crée pas le transport pour le transport.

Sur le contexte économique, on constate que le transport joue un rôle très important sur le développement. Il rend harmonieux la vie sociale en assurant le déplacement des marchandises et des personnes ainsi que les échanges d'expériences au niveau technologique.

Ajoutons que la région du Lac Alaotra présente de divers modes de transport qui est une des ces potentialités.

1 – 2 Relation entre le moyen de transport terrestre et l'économie

L existence de voitures à des multiples impacts sur l'économie. Une voiture peut d'abord être un outil de production, ensuite un bien pour satisfaire un bien être social. En étant un outil de production, elle permet la distribution, la repartition des intrants, de la productions des différents riions.

La voiture facilite les échanges dans le milieu rural et dans le milieu urbain, les échanges de population, les échanges socioculturels, qui permet à l'individu de s'épanouir et de cultiver.

Dans les zones rurales ou dans les zones retires de grandes villes, les voitures aident à l'évacuation rapide des malades en cas d'urgences, ou durant les interventions des forces de l'ordre s'il y a actes de banditisme

Quant à la construction ou la réhabilitation des routes, le développement du secteur routier contribue à la création de nouveaux emplois.

Par rapport à l'Etat, les voitures participent aux recettes fiscales par de différentes taxes et impôts

En matière de carburant, les voitures absorbent*^t une grande partie de la consommation d'essence et de Gas-oil. A Madagascar, quand le carburant est en manque, c'est toute l'activité économique qui est en pleine crise.

En bref, l'élément voiture tient sa place dans le circuit économique d'ensemble qui rassemble ménages, entreprises, Administration et Etranger.

Tableau n°15 : Tarifs de transport par saison

Axe	AR par personne transporté (Saison sèche)	AR par personne transporté (Saison des pluies)	AR par kg de marchandise (Saison sèche)	AR par kg de marchandise (Saison des pluies)
Moramanga/Antananarivo	5000	5.000	15	15
Moramanga/Anjyro	1500	1.500	8	8
Moramanga/Lakato	1.500	1.500	15	20
Moramanga/Andasibe	1.000	1.000	15	15
Moramanga/Beforona	1.500	1.500	10	15
Moramanga/Toamasina	10.000	25.000	15	25
Moramanga/Anosibe an'Ala	6.000	12.000	15	50
Moramanga/mboasary	5.000	17.500	20	50
Moramanga/Mandialaza	4.000		20	50

AR par personne transportée

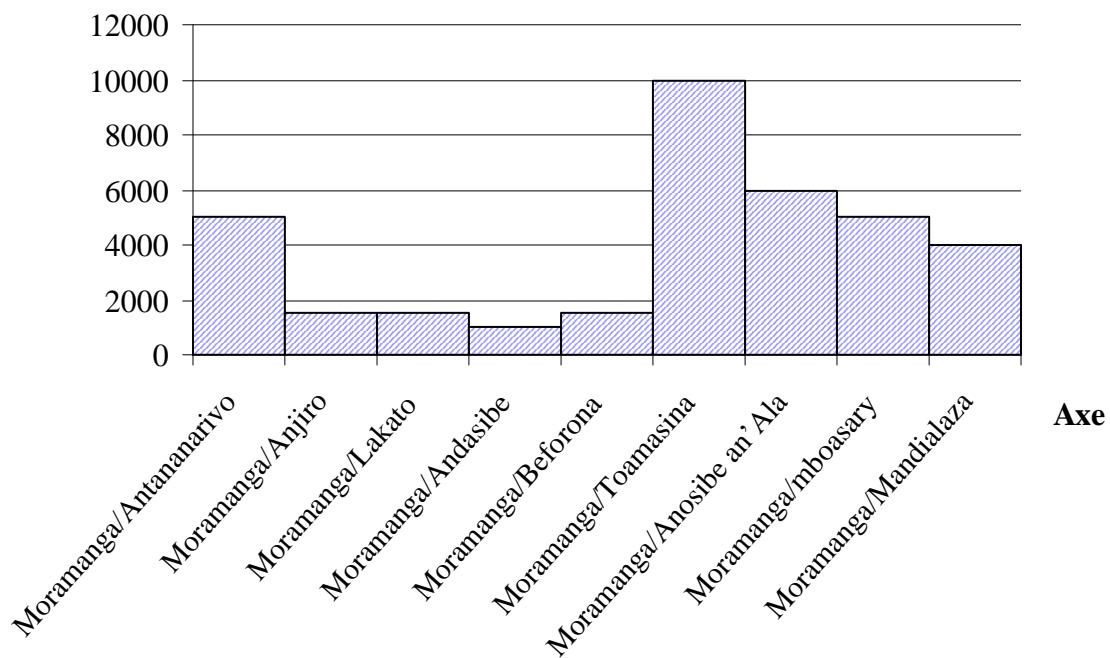


Diagramme 2 : Tarif de transport

SECTION 2 : MARCHES AGRICOLES

2 – 1 Circuit de répartition locale

En général, selon l'enquête campagne 2002 – 2003, la destination de la production totale du paddy produit se repartit comme suit :

- 63% sont destinés à l'autoconsommation ;
- 26% sont réservé pour la prochaine semence ; et
- les 6% restant sont affectés pour les autres destinations telle que les dons.

Source: Revue d'Information Economique

2– 2 Commercialisation de riz

Depuis une semaine, les prix du riz dans la région Alaotra Mangoro ont connu une hausse. Un " daba ", la mesure usitée dans ces contrées, soit 14kilos de paddy, coûte actuellement dans les 9000 ariary. Pour le riz blanc, le kapoaka s'achète à 300 à 340 ariary contre 280 auparavant soit 1050 à 1190 ariary le kilo, pour le riz rouge, il est passé de 260 à 270 ariary. Le kilo est donc de 945 ariary pour le riz rouge. Cette situation présente déjà ces

répercussions sur le marché de la capitale. Le kilo de riz blanc par exemple s'achète à 1100 ariary. Selon les vendeurs, cette hausse quoique obligée, est quand même précoce par rapport à celle de l'année précédente.

Elle s'explique par la réduction de l'offre auprès des producteurs. En effet, les producteurs commencent de plus en plus à stocker leur production dans les greniers communautaires des villageois (GCV). Ils ne mettent en vente que ceux qui restent de la qualité nécessaire pour la consommation du ménage. Or, les collecteurs arrivent d'une manière massive sur les lieux profitant de l'état de la route, praticable avant l'arrivée des pluies, car il est à souligner que la route n'est pas jusqu'ici bitumée. Toujours est-il que les prix seront plus ou moins stable cette année, notamment durant la période de soudure car les riz stockés dans le GCV devront être déversés sur le marché le mois prochain.

Source: www.google.com

Tableau n°16 : Commercialisation du kilo de paddy au producteur (1997) :
en Fmg

Sous préfectures	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	D
<i>Ambaton</i>				850 à 1000	750 à 800	535 à 650	650 à 800	700 à 800	700 à 800	750 à 875	1000 à 1010	1000 à 1100

Source : Monographie du moyen Est 2001

Dans la région Mangoro, les pourcentages de paddy commercialisé sont estimés à 10% soit 20.808 tonnes sur les 20890 tonnes de productions totales de paddy en 2001.

Par contre dans la région Alaotra, le pourcentage de paddy commercialisé est de 56,9% sur une production de 304.040 tonnes en 2001.

En effet, le volume total du paddy disponible au niveau des producteurs. Après pertes et réserves de semences était de 337.300 Tonnes.

Ainsi, le volume commercialisé par les producteurs correspond à l'équivalent de 225.350 tonnes de paddy. Comprenant 220660 tonnes de paddy et 4730 tonnes de riz.

- Les grossistes achètent aux collecteurs 24.700 tonnes de paddy qu'ils transforment auprès des décortiqueries et 60850 tonnes de riz.

Avec 141800 tonnes de riz disponible, ils vendent 17.000 tonnes de riz aux détaillants locaux et 124800 tonnes de riz sur le marché interrégional, et généralement auprès des grossistes couvrants les régions déficitaires.

Les détaillants s'approvisionnent auprès des collecteurs des grossistes 17.00 tonnes.

Et ils vendent ainsi 23600 tonnes aux consommateurs.

Pour le collecteur, il va directement aux paysans pour acheter le paddy. Et les prix se négocient selon le cours défini entre les deux opérateurs..

Il n'existe aucun contrat et les transactions se font souvent en bord de route ou au village.

En fait, sur la base des volumes commercialisés, les collecteurs sont estimés à reste de 1300 opérateurs sur l'ensemble de la région.

Tableau n°17 : Prix d'un kapoaka de riz blanc de qualité

Sous préfecture	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
<i>Moramanga</i>	750	750	750	400	400	400	550	550	550	750	750	750
<i>Andilamena</i>	750	750	750	400	400	400	450	450	450	800	800	800
<i>Anosibe An'ala</i>	850	850	850	500	500	500	700	700	700	850	850	850
<i>Vatomandry</i>	650	650	650	400	400	400	700	700	700	750	750	750
<i>Antanambao Manampontsy</i>	900	900	900	350	350	350	500	500	500	900	900	900
<i>Marolambo</i>	950	950	950	4700	400	400	750	750	750	800	800	800
<i>Mahanoro</i>	750	750	750	450	450	450	700	700	700	800	800	800
<i>Ambatondrazaka</i>	550	550	550	350	350	350	450	450	450	600	600	600
<i>Amparafaravola</i>	750	750	750	350	350	350	450	450	450	750	750	750

Source : Enquête auprès des communes 2001, Programme Ilo-Cornell University

Prix

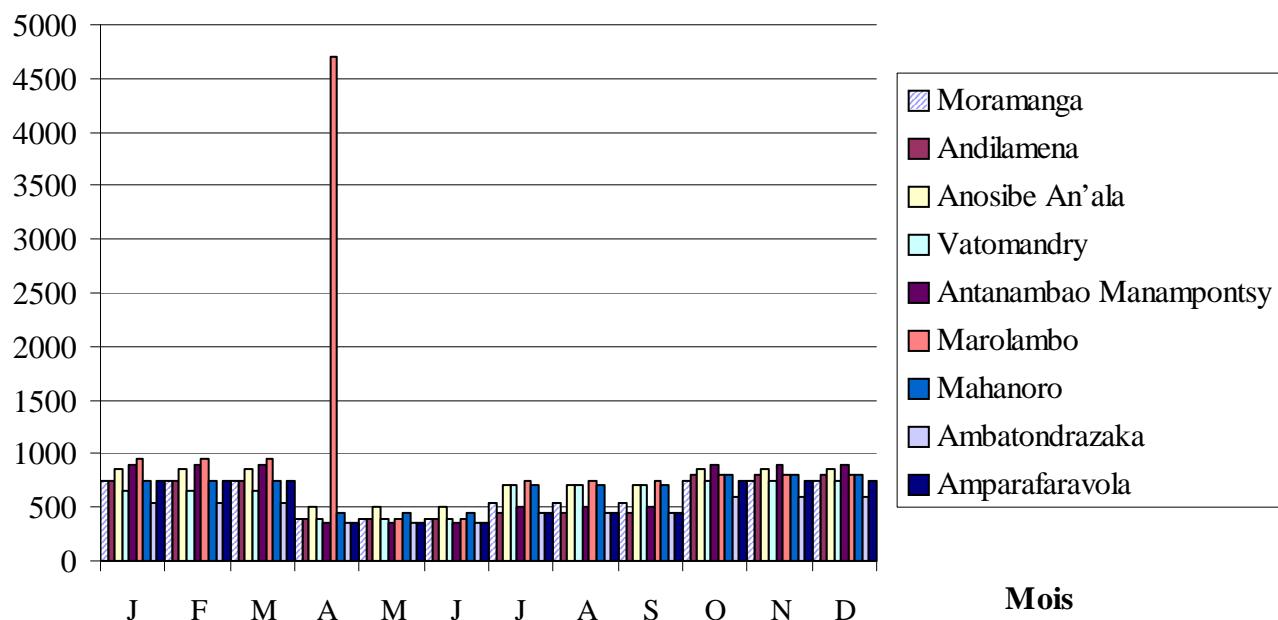


Diagramme 3 : Prix d'un kapoaka de riz blanc de qualité

2 – 3 Echanges commerciaux

Les échanges commerciaux passent par les collecteurs, constitués en intermédiaire entre les producteurs, les traiteurs de paddy, les commerçants grossistes et détaillants. Ces collecteurs sillonnent les zones productrices et entrent en relation directe avec les producteurs qui sont les cultivateurs. Ils achètent et vendent les produits collectés aux rizeries et grossistes. Rares sont les paysans qui vendent directement leurs produits pour le besoin d'acheter d'autres produits de consommation et de services (autres PPN, habillement, médicaments,...). Ces échanges informels sont occasionnels.

Soulignons que le riz tient une place importante dans les échanges commerciales intra et inter régionales aussi bien que d'autres produits alimentaires. La région d'Alaotra est parmi le principal fournisseur de ces marchés.

2 – 4 Stockage du riz

Pendant la période de moisson, les paysans producteurs affirment qu'ils ont du mal à gérer leur récolte.

En raison de leur besoin de consommation, ils ont tendance à vendre une grande partie de leur production en riz.

Cela est dû aux besoins quotidiens d'autres denrées qui nécessitent la disponibilité en revenu monétaire. La pratique du troc se faisait de plus en plus rare. Le stockage tend à se disparaître. Or, en réalité le stockage est destiné pour subvenir aux besoins de la période de soudure.

SECTION 3 : CAPACITE DU SECTEUR

3 – 1 Niveau d'autosuffisance en riz

Le calcul des besoins en paddy part de l'analyse diagnostic Filière Riz. Pour les consommateurs ruraux, la consommation moyenne est de 145 Kg/tête/an tandis qu'en milieu urbain elle est de 113,5 Kg de riz/personne/an. Compte tenu de cette différenciation, le taux d'urbanisation RGPH 93 permet de distinguer approximativement la population urbaine et la population rurale et d'établir les besoins en conséquence.

Du fait de la multiplicité d'unités de transformation, le rendement moyen considéré est de 65% pour le décorticage. La région est largement excédentaire en riz, ce qui justifie l'appellation de “ grenier à riz ” de Madagascar pour l'Alaotra. Seules les sous-préfectures d'Anosibe an'ala et de Marolambo sont déficitaires, certainement en raison de l'inexistence de grandes plaines d'une part et du faible rendement des tavy d'autres part.

3 – 2 Les potentiels et dynamiques régionales

D'abord, il existe une superficie cultivable importante (irriguée et pluviale). Certaines zones irrigables peuvent être exploitées d'une manière intensive avec une bonne maîtrise d'eau et donner un rendement élevé. Ensuite, la région possède plusieurs centres de marché avec une forte population qui témoigne d'une demande potentielle.

Quatre points peuvent être mentionnés :

- Dynamique d'investissement, avec implication croissante du secteur privé. Plusieurs opérateurs à très forte capacité d'investissement sont capables de procéder à une agriculture mécanisée et intensive sous condition que les investissements soient sécurisés. PRORILAC veut contribuer à la mise en place d'une politique agricole.
- Dynamique organisationnelle (dans chaque segment de la filière)
- Gestion des infrastructures hydrauliques (après désengagement de l'Etat et transfert aux usagers jusqu'au réseau primaire dans la vallée du Sud-est).
- Une reprise des fonctions pérennes par l'Etat (contrôle)

Les pistes de développement régionales peuvent en outre porter sur trois aspects : le mode de financement en mode rural, la stratégie de vulgarisation agricole, la sécurisation foncière.

Tableau n°18 : Superficie rizicole irriguée selon le type de semence et les saisons de cultures par région

	Type de semence	Saison de culture	Unité : Ha		
Région	Traditionnelle	Améliorée	Première saison	Deuxième saison	Intermédiaire
<i>Analamanga</i>	59527	703	6747	53483	
<i>Vakinankaratra</i>	52621	453	4574	48491	9
<i>Itasy</i>	42723	606	3739	39579	12
<i>Bongolava</i>	54316	294	9814	44558	237
<i>Haute-Matsiatra</i>	47503	988	17690	30797	3
<i>Amoron'i Mania</i>	36093	486	9071	27503	8
<i>Vatovavy-Fitovinany</i>	65338	696	27122	38871	41
<i>Ihorombe</i>	16161	51	3513	12417	281
<i>Atsimo-Antsinanana</i>	48520	276	21060	27737	
<i>Antsinanana</i>	24240	274	7367	17147	
<i>Analanjirofo</i>	44070	314	22172	22156	57
<i>Alaotra-Mangoro</i>	69666	3252	3972	68882	64
<i>Boeny</i>	56450	507	932	32314	27311
<i>Sofia</i>	94324	955	1320	89934	4025
<i>Betsiboka</i>	31567	193	1519	29262	979
<i>Melaky</i>	26961	297	1272	21903	4084
<i>Atsimo-Andrefana</i>	37894	242	9652	27345	1138
<i>Androy</i>	4538	8	556	3989	
<i>Anosy</i>	27774	265	8250	19625	164
<i>Menabe</i>	55568	533	20657	32488	2955
<i>Diana</i>	29857	675	826	27870	1836
<i>Sava</i>	41784	237	13740	27233	1048
<i>Madagascar</i>	967496	12306	195565	743584	40653

Source : Annuaire Statistique Agricole (INSTAT)

Pour le type de semence traditionnelle, la région Alaotra-Mangoro se trouve en deuxième position après Sofia. Par contre, concernant le type de semence améliorée, la région Sofia est dominée strictement à celle d'Alaotra-Mangoro (3252 de semence améliorée pour la région Alaotra-Mangoro contre 955 à celle de Sofia. Au niveau de la région de Sofia, la culture de deuxième saison et intermédiaire domine largement celle d'Alaotra-Mangoro (89934 et 4025 pour la culture de deuxième saison et intermédiaire pour la région Sofia par rapport à 68832 et 64 chez la région Alaotra-Mangoro).

3 – 3 Caractéristiques des exploitations

Par régime d'exploitation, on constate les modes de faire-valoir suivants : la faisance-valoir directe, le métayage ; le fermage/location des terres.

Le système le plus répandu est le mode de faire-valoir direct par lequel les propriétaires exploitent eux-mêmes leurs propres terres avec l'aide de leur famille. Ce régime d'exploitation tend actuellement à diminuer, notamment dans les grandes zones rizicoles à forte immigration (Ambatondrazaka, Amparafaravola) au profit du système fermage et métayage.

Le métayage est un mode indirect de faire-valoir des terres où les propriétaires mettent leurs terres à la disposition d'exploitants moyennant un contrat. Généralement, dans la zone de planification, la teneur de ce contrat est le système de partage de récolte en deux (misasaka). Parfois, le propriétaire fournit les semences.

Le fermage location est une autre forme d'exploitation des terres par un système de location annuelle, moyennant une redevance en nature ou en espèce selon les termes du contrat. Ce système est très répandu dans la sous-préfecture de Vatomandry. A Ambatondrazaka, le coût annuel à l'hectare de location d'une rizières varie de 10 000 AR à 30 000 AR selon la productivité de cette rizières.

D'une façon générale, les données statistiques actuelles sont des estimations. Toutefois, on peut les recouper à partir des enquêtes menées auprès de différents responsables de l'agriculture. L'importance de ces trois modes de faire-valoir est donc estimée en 1989 comme suit (source : Enquêtes DIRASSET/PNUD septembre 1990)

3 – 4 Types de riziculture

L'analyse diagnostic effectuée dans le cadre de l'Etude Filière Riz, FAO-UPDR 2000, a recensé 18 modèles d'exploitation et six systèmes de culture différenciés au niveau national. Dans les sous-préfectures du Moyen Est d'Antananarivo, à part Anosibe an'ala

(Ambatondrazaka, Moramanga, Amparafaravola, Andilamena), la proportion de ces systèmes se présente comme suit :

Riz aquatique en foule	80 000 ha	54 % surfaces cultivées
Riz aquatique en semis directs	33 000 ha	22 % surfaces cultivées
Riz pluvial tanety	14 000 ha	9,5 % surfaces cultivées
Riz tavy	11 000 ha	7 % surfaces cultivées
Riz aquatique SRA	8 850 ha	6 % surfaces cultivées
Riz aquatique SRI	1 630 ha	1,1% surfaces cultivées

Dans la partie sud et littorale de la Région, on rencontre la riziculture Tavy, la riziculture sur tanety et la riziculture de bas fonds et plaines suivant les reliefs et les caractéristiques des sols.

Les surfaces agricoles occupées par la riziculture peuvent être appréciées de différentes manières selon le système de production.

Il faut noter que les surfaces dans le tableau suivant sont données à titre indicatif à partir des informations insuffisantes et très partielles de la DIRA d'Ambatondrazaka et Régions et Développement PNUD 1991. Le total ne représente pas le total de l'ensemble des surfaces rizicoles. Néanmoins, les proportions traduisent les caractéristiques de la région.

Tableau n°19 : Superficie rizicole irriguée selon le mode de culture par région
(Unité : Ha)

Mode de culture

Région	Semis direct	Repiquage en foule	Repiquage en éloigne	SRI
Analamanga	5335	41540	12993	363
Vakinankaratra	1324	27672	23878	92
Itasy	334	22410	19898	688
Bongolava	552	45900	8103	48
Haute-Matsiatra	757	42424	5165	145
Amoron'i Mania	328	31788	4271	187
Vatovavy-Fitovinany	1580	63205	1147	79
Ihorombe	793	15337	82	
Atsimo-Antsiranana	1446	47112	238	
Antsiranana	793	23586	134	
Analanjirofo	309	43433	496	106
Alaotra-Mangoro	22819	46650	4238	211
Boeny	8446	47118	1187	200
Sofia	34009	60736	535	
Betsiboka	10239	21183	325	13
Melaky	747	26175	336	
Atsimo-Andrefana	580	34668	2866	22
Androy	347	4177	21	
Anosy	2707	24522	717	30
Menabe	2059	51227	2631	38
Diana	22603	7862	66	
Sava	5920	33219	2770	112
Madagascar	124026	760944	92097	2335

Source : Annuaire de statistique agricole (INSTAT)

SECTION 4: IMPORTANCE DU SECTEUR FONCIER

4 – 1 Objectif

Le projet du foncier est conçu pour augmenter l'immatriculation foncière et la sécurisation dans les zones et pour améliorer l'efficacité de l'administration foncière et domaniale. Ceux-ci, vont contribuer à tour de rôle à une meilleure utilisation de la terre, à un accroissement de l'investissement des entreprises en milieu rural et à un environnement plus favorable au crédit basée sur le nantissement. Le projet du foncier renforcera la capacité institutionnelle et la capacité en ressources humaines de l'administration foncière et domaniale au niveau national, régional et local d'assurer la pérennisation des réformes réalisées par le projet du foncier. Le financement de Millenium Challenge Corporation (MCC) en 2005 aidera Madagascar à formaliser, à mettre en œuvre et à rendre plus efficace son cadre de Politique Nationale du Foncier (“PNF”), qui existe considéré par des experts en matière de droits fonciers comme une approche cohérente de la réforme foncière, élaborée progressivement en partant des pratiques locales vers des pratiques modernes. L'approche comprend trois volets :

-Formaliser le cadre de Politique Nationale du Foncier par une campagne de communications et d'éducation conduisant à une meilleure reconnaissance des communications, des nouveaux documents et des nouvelles techniques.

-Protéger les droits de propriété et formaliser les droits coutumiers du foncier (délivrance de titre ou de certification), résoudre les conflits et réduire les coûts de transactions en améliorent l'efficacité et la transparence, l'information et la décentralisation du système.

-Renforcer la capacité humaine pour le développement de la politique foncière et domaniale au niveau national, régional et local qui se concentre, entre autres, sur la régularisation foncière (par exemple, délivrance de titre, certification et résolution des conflits).

L'objectif du projet du foncier et l'élimination à courts termes des goulots d'étranglements de la réduction de la pauvreté et la créations de processus efficaces tout d'abord dans les zones rurales prioritaires où il y a une nette opportunité d'augmenter la productivité et de participer au marché. Ceci permettra aux communautés plus éloignées ou plus traditionnelles de formaliser leur foncier avec le temps alors que leurs conditions sociales et économiques créent des incitations à l'augmentation de l'utilisation de l'administration

foncière et domaniale améliorée par de telles communautés à l'échelon national et local.

Aussi longtemps que la terre reste un actif informel et peu sécurisé, il est possible qu'elle soit utilisée plus pour des besoins de subsistance que pour d'autres activités génératrices de revenu, et que le développement du crédit rural et du marché foncier soit limité. Il y a une demande et un besoin de fusionner les pratiques de reconnaissance de propriété traditionnelle et moderne, de sorte que la sécurisation soit augmentée et les coûts de transaction diminués, en particulier dans les régions où l'économie du marché rural est en train de développer de nouvelles opportunités pour une croissance de revenus basée sur le marché.

1 - 2 Avantages

Des avantages sont constatés lors de la mise en place de ces guichets fonciers

Service de proximité : En effet, l'opération consiste à mettre à la disposition des ruraux un service de proximité qui facilite l'accès à la propriété foncière. Il s'agit également de l'allègement des procédures administratives de titularisation foncière. Avant il fallait suivre 24 étapes, dont le temps record est de deux ans et demi pour avoir un titre. Actuellement, un certificat foncier s'obtient en cinq étapes dont la délivrance se fait en deux mois maximum. Enfin, des avantages sont constatés lors de la mise en place de ces guichets fonciers :

Et les résultats attendus de ces activités sont :

- La capacité d'identifier les revendications foncières et donner la priorité aux droits de propriété
- Des transactions de propriété peu coûteuses et en temps voulu ainsi que d'autres services
- L'élimination des goulots d'étranglement et des retards dans le système d'enregistrement foncier actuel.

Bref, d'après mon analyse, ce projet du foncier contribue à l'augmentation de l'investissement dans le milieu rural. En effet lorsque l'environnement foncier est incitatif et stable. Par conséquent, on pourra s'attendre à une amélioration du bien-être des paysans et à la croissance économique.

Source : Politique Nationale Foncière (PNF)

Bref, d'après l'analyse que nous avons vu précédemment. D'une part, malgré l'avantage que possède la région Alaotra-Mangoro, des obstacles seraient encore à résoudre dans le futur. En

fait, au niveau de la vulgarisation, l'approche reste souvent sectorielle et orienté vers une spéculation, sans prise en compte de l'exploitation dans sa globalité. Les ressources en eau diminuent d'année en année qui est du à des tarissements des sources alimentant les barrages. Il y a un problème dans le contrat de métayage. En effet, ce contrat est désavantageux, car seulement 50% de la récolte est instituée au propriétaire. D'autre part, des facteurs importants existent aussi. En effet, cette région possède une autosuffisance en riz. Car la production est largement excédentaire. Ce qui justifie l'appellation de grenier à riz. Soulignons également que les potentiels et dynamique agricoles de cette région est marqué par l'existence d'une superficie cultivable importante. La région possède aussi plusieurs centres de marché avec une forte population qui témoigne d'une demande potentielle.

**TROISIEME PARTIE :
PERSPECTIVES ET MOYENS
A LONG TERME**

CHAPITRE I : STRATEGIES

SECTION 1 : REFORMES ET ENJEUX DE LA POLITIQUE AGRICOLE

1 - 1 Utilisation des techniques pour accroître la productivité

Durant les dernières décennies, les recours aux instruments modernes et l'adoption des nouvelles technologies ont été envisagés être suffisants. En effet, cela à pour but de relancer la production agricole des pays de l'Afrique subsaharienne. Il est courant de prendre comme référence les expériences positives de la révolution verte en Asie orientale. Force est de constater que beaucoup des pays africains n'ont pas atteint les résultats escomptés. La riziculture malgache se trouve dans cette situation. En fait, la productivité des terres agricoles et de la main d'œuvre reste faible. Et l'adoption des nouvelles technologies s'avèrent décevante en dépit des réformes économiques pour un marché libéralisé. Cependant, notre unité sise dans la région Alaotra envisage de faire un défi de participer à la culture de paddy soit avec 150 ha de rizière qui donnerait 1050 tonnes par an.

1 – 2 Enjeux

L'agriculture familiale malgache se trouve face à diverses révolutions agricoles possibles sur le plan technique. Mais aussi face à diverses mutations. Qui se fait par le passage d'une vision donnant la priorité au travail " effort " à celle du travail choisi et organisé dans le cadre d'une gestion familiale. D'un encadrement diffusant des recettes à l'établissement d'un dialogue confiant avec les paysans. D'une autorité décidant de nouvelles priorités dans des documents supposés à une politique agricole discutée d'abord avec les leaders paysans et les autres acteurs malgaches concernés. Des mesures temporaires (Par exemple, la baisse du taux d'intérêt pour les prêts liés à la culture durant un an) à des mesures convergentes dans la durée pour favoriser l'atteinte d'un objectif.

Les enjeux et défis auxquels est confrontée à l'agriculture malgache doivent donc être soigneusement élaborés, articulés, hiérarchisés autour de divers thèmes qui pourraient être l'accès durable et sécurisés à la terre et à l'eau, l'agriculture de conservation. Egalement, dans le renforcement des capacités individuelles et collectives des agricultures, la compétitivité des agricultures familiales, l'amélioration des conditions des mises en marchés et de financement de l'agriculture. Pour cela, il faudra une mise en œuvre de politiques publiques cohérentes en matière de régulation du marché du riz, d'approvisionnement en intrants, de formation rurale,

de diffusion des nouvelles techniques en lien avec les approches économiques, d'articulations ville/campagne et développement local/agricole ...

Pour promouvoir un développement équilibré et durable, les efforts doivent se répartir entre amélioration des capacités des acteurs et de leurs organisations les aidant à conduire les changements nécessaires, sécurisation de leur environnement socio-économique et des potentialités de la base productive les incitant à prendre les risques.

Ceci suppose d'inscrire les visions et les efforts respectifs des acteurs du développement dans des interventions appropriées au niveau local, dans des plans d'action concertés au niveau régional et dans des politiques publiques cohérentes au niveau national. Ceci nécessitera un effort important des autorités pour clarifier les débats en cours sur la place respective des agricultures familiales et de l'agrobusiness. Il faudra encourager les innovations techniques, la politique d'appui à la vulgarisation et à la structuration du milieu par la promotion de la formation rurale.

Source : www.Inter-reseaux.org/IMG/doc/Madagascar_devenir_AF-Devezze-2005.

Doc-

SECTION 2 : REALISATION ET PERSPECTIVES

2 – 1 Perspectives

Dans les régions enclavées, l'absence d'intrants et de débouché

- Régionalisation de la recherche, avec l'ouverture récente des centres régionaux du FOFIFA
 - Existence d'un large éventail de thèmes techniques
 - Motivation des paysans pour des essais et tests menés sur leurs parcelles
 - Remise à niveau d'une grande partie du dispositif, grâce aux actions de formation menées
 - Dotation en moyens de déplacement et d'indemnités pour motiver les agents de terrain
 - Coordination entre les différents intervenants dans une zone et parfois un partage géographique de responsabilité dans le cadre de conventions de partenariats

Une approche “ système d'exploitation ” permise par une bonne collaboration avec les autres services régionaux ou locaux du Min Agri et d'autres et d'autres ministères.

2-2 Engagement 4 : Lancer une révolution verte

2-2-1 Objectifs

La mécanisation agricole sera élargie et de nouvelles techniques seront appliquées. L'augmentation substantielle de la production et celle de la productivité assureront la sécurité alimentaire et dégageront de surplus exportables. La révolution verte permettra d'améliorer les domaines non productifs du monde paysan et une amélioration des niveaux de revenus.

2-2-2 Stratégies

- 1 – Intensification : Amélioration de la production
- 2 – Extension : Augmentation des surfaces cultivés
- 3 - Fournitures et assistances en semences et engrais

Tableau n°20 : Production et productivité du riz

<i>Indicateurs</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>
<i>Production de riz</i>	<i>3.420.000</i>	<i>7.000.000</i>
<i>Productivité (rendement moyen à l'hectare)</i>	<i>1,9 à 2,57</i>	<i>3 à 5 tonnes</i>

Nous avons vu dans ce premier chapitre toutes les stratégies mises en œuvre pour résoudre les problèmes de développement dans la région Alaotra-Mangoro. D'abord, suite à la faible main d'œuvre et de la productivité de terres agricole. L'adoption de nouvelles technologies a été envisagée dans le but d'accroître la productivité et de diminuer utilisation de main d'œuvre. Puis, les enjeux et les défis ont été concentré sur l'accès durable et la sécurisation à la terre et à l'eau ainsi que sur l'agriculture de conservation. Enfin, dans le cadre d'un développement équilibre et durable, les efforts seront concentrés sur l'amélioration des capacités des acteurs et leurs organisations.

CHAPITRE II : OBJECTIFS

SECTION 1 : LES FORCES ET FAIBLESSES

1-1. Les forces

Sur le plan social, l'intégration de la dimension genre dans tous les programmes et projets marque la volonté de promouvoir le développement. Les femmes sont aussi des acteurs de développement et leur rôle est indispensable au développement du monde rural

L'environnement juridique est aussi une force par le fait de l'existence de décret MECIE du 15 décembre. Dans ce cas, l'environnement naturel est protégé juridiquement En plus, ont aussi pratiqué la GELOSE (Gestion Locale Sécurisée)

Les potentialités sur les ressources humaines sont importantes. D'ici 2010, MADAGASCAR a une estimation d'un effectif au moins 150000 jeunes à intégrer dans le secteur rural. Parmi ces jeunes, on trouve des mains d'œuvre qualifiées et diplômées.

Au niveau de la productivité et de l'environnement technico-économique direct. La potentialité naturelle est encore importante. D'abord, la surface cultivable est extensible. Est il y a aussi le parcours important pour l'élevage. En plus la diversité agrobiologique régionale fait de MADAGASCAR une région exceptionnelle. On y trouve des cultures variées, des ressources halieutiques importantes.

1-2. Les faiblesses

D'abord, on rencontre une faible capacité institutionnelle et organisationnelle des services publics pour assurer les fonctions pérennes de l'Etat dans le développement du monde rural.

En effet, le fonctionnement du programme et les actions de l'administration deviennent lourds car les personnels sont non qualifiés la plupart. De plus, on voit encore des problèmes matériels et budgétaires des services de l'Etat. Et les infrastructures de services publics manquent aussi

Ensuite, au niveau de la recherche et vulgarisation, la faiblesse de la capacité de production entraîne la méconnaissance des acteurs économiques et surtout les paysans. Et parfois, les besoins réels des paysans ne sont pas répondus par cette recherche. Autrement dit, les deux domaines sont séparés totalement.

Puis, concernant le financement du monde rural, ils n'ont pas encore obtenu une politique appropriée dans ce sens, ni de fiscalité adaptée aux opportunités du développement rural.

S'agissant des statistiques agricoles, ils sont peu fiables et difficilement accessibles. Or, cela constitue un environnement défavorable à l'initiative privée. Au niveau de la productivité et environnement technico-économique direct, les paysans sont victimes. D'abord sur les contraintes naturelles, les cataclysmes frappent souvent la région, tels que : cyclones, sécheresse, criquets et autres prédateurs. Il y a aussi la baisse de fertilité des sols, or la politique de fertilisation et d'amélioration génétique et peu appuyée.

En plus, la surexploitation et exploitation irrationnelle des ressources et facteurs naturels de production entraînent la dégradation de l'environnement qui est inquiétante pour le développement rural. La faiblesse de l'environnement se rencontre par le fait que, les cultures agricoles sont compromises par l'importance de l'artisanat des besoins versants et des cultures sur brûlis entraînant une diminution de la fertilité persistance d'exploitation illicite et des feux de brousse, menace la pérennité des ressources.

Ajoutons également, qu'une des faiblesses des opérateurs économiques se trouve dans l'incapacité de faire la commercialisation des produits et des filières. Il y a également les phénomènes d'embargo sur les produits qui sont des contraintes de l'inefficacité globale du système.

Enfin, le problème de voie de communication à un effet sur l'accès difficile dans la région surtout en saison de pluie. Un impact négatif sur l'évaluation des produits et l'approvisionnement en produits alimentaires des paysans. La difficulté d'approvisionnement en matériels et le prix d'intrants trouvés trop onéreux par les paysans sont à l'origine de la chute du rendement agricole. L'accès difficile aux crédits ruraux qui n'arrivent ni à couvrir, la région entière, ni à devenir un recours sûr. Le financement obtenu de ces crédits n'est pas tout suffisant.

1-3 Les Programmes : Professionnalisation des activités de production

1. La création de groupements professionnels de paysans ;
2. L'amélioration des infrastructures et autres moyens physiques de production;
3. La facilitation à l'accès aux crédits ;

4. La formation en technique d'intensification avec la Gestion Durable des Ressources (GDR) ;
5. Le renforcement des capacités de gestion des groupements ;
6. La maîtrise de la commercialisation aux producteurs ;
7. L'orientation des recherches agricoles suivant les demandes des groupements en respectant l'environnement ;
8. La valorisation rationnelle des potentiels économiques mal exploités
9. La mise en place d'un système d'information régionale ;
10. L'application et la mise en place de la réglementation en conformité avec la gestion durable des Ressources.

1-4 - Amélioration et Extension des Surfaces écologiquement exploitables (lac, rizières, tanety ...)

1. La réhabilitation des infrastructures hydro agricoles ;
2. La mise en gestion du Lac (GELOSE) et des infrastructures hydro agricoles ;
3. L'aménagement des surfaces exploitables (PC 15/23) ;
4. La formation technique de protection des ressources pour une gestion durable ;
5. Des actions d'éradication des tavy et feux de brousse ;
6. La défense et la restauration des Bassins Versants ;
7. La sécurisation foncière ;
8. La mise en place d'un système d'information régionale ;
9. La mise en œuvre de la fertilisation biologique (organique) ;
10. L'application de réglementation en conformité avec la GDR.

Une liste des actions priorisées pour la région du Lac Alaotra est présentée en annexe

1-5 Les organismes de crédit

En matière de financement, les producteurs disposent de deux sources financières : les usuriers, les institutions financières (la BTM/BOA et l'OTIV). Les IF se prémunissent contre le risque en demandant aux paysans d'épargner (OTIV) tandis que la BTM demande une garantie.

Généralement, le financement de l'OTIV se fait avant la campagne culturelle tandis que celui de la BTM est souvent retardé et n'est débloqué que vers le mois de janvier.

Ces financements s'effectuent au taux de marché. La capacité financière limitée des IF ainsi que l'impossibilité d'y accéder pour certains d'entre eux amènent souvent les producteurs à solliciter les riziers pour se constituer un fonds pour la campagne culturelle ou pour obtenir des avances en nature, en semences ou en autres intrants.

A ce stade, souvent, les producteurs que les riziers prennent le soin de bien sélectionner signent un contrat stipulant leur obligation de rendre l'emprunt en paddy au cours d'une date bien précise. D'autres producteurs, dans les mêmes conditions, bénéficient d'un encadrement cultural.

1-6 Les banques

Le crédit individuel n'ayant pu réussir malgré de nombreuses tentatives. La dernière approche mise en place fait appel aux " Association de Crédit à Caution Solidaire " ou ACCS. Le " Crédit d'Accord " reste individuel mais le groupe apporte sa caution à la banque pour chacun de ses membres ; ceux-ci sont responsables vis-à-vis du groupe, un seul impayé amenant pour toute la fermeture du Crédit l'année suivante. Parfois, au temps de la SOMALAC, ces associations sont dénommées " Association d'Intensification et de Crédit " ou AIC, vecteur de la vulgarisation des thèmes d'intensification. Pour le cas de Moramanga, l'octroi de crédit dépend de la solvabilité des Fokontany. Presque les % du crédit consenti bénéficie à Ambatondrazaka et Amparafaravola, et moins du quart à Andilamena. Près de 640 groupements ont été concernés. Environ 70% des crédits sont destinés aux travaux agricoles (repiquage, moisson). Viennent ensuite les intrants et matériels agricoles. Les taux d'intérêt pratiqués variaient entre 12 et 15,75%.

Le remboursement était satisfaisant, allant au-delà de 95%. La garantie comprend les appréciations techniques de l'encadrement et la caution morale des autorités locales. Sont/exclus du système les métayers et locataires.

1-7 Les structures mutualistes

C'est le Réseau OTIV promu par DID qui est présent au niveau du Lac et à Moramanga

Caractéristiques du Réseau OTIV / Ambatondrazaka

Date d'adhésion ADMMEC : 09/05/96

Nombre de caisses : 12

Nombre d'adhérents : 10817

Fonds propres : 2 790 779 226 Fmg

En cours de dépôts : 4 658 424 672 Fmg

Total Ressources Internes : 7 449 203 898 Fmg

Nombre crédits en cours : 2042

Montant crédits en cours : 3 008 485 092Fmg

Source : Données statistiques sur les réseaux IFM au 31.09.2002 (APIFM)

Par rapport à l'ensemble du Réseau OTIV qui comprend 4 Antennes régionales, Ambatondrazaka représente presque 18 % des caisses internes existantes avec 26,7 % du total des adhérents. Par rapport à l'ensemble du Réseau des structures mutualistes, c'est à peine 4 % des caisses et 13,27 % des adhérents. En ce qui concerne les Fonds propres, c'est environ 21% du Réseau OTIV lequel représente 48,58 % du Réseau d'ensemble. Les ressources internes sont respectivement de 16 % et 68,84 %.

SECTION 2 : PROGRAMMES ET OBJECTIFS

2-1. Promouvoir l'institution et améliorer la sécurité foncière

D'abord, il est à recommander d'améliorer le système d'information en milieu rural par l'intensification du système d'Information-Education-Communication (I.E.C) adapté à la région. Il est préférable d'utiliser le système de communication de proximité. En effet, il faut appuyer l'implantation de radio et télévision de proximité à gestion privée sans oublier de renforcer la télévision nationale pour couvrir toutes les communes rurales. Chaque commune doit être équipée d'un hall d'information et d'un bulletin agricole et de liaison. Pour une meilleure réceptivité des messages communiqués, la mise en place d'un centre d'expérimentation et d'une parcelle de démonstration s'avère opportune.

En suite, il est nécessaire de mettre en place une banque de données à jour et accessible à tous les acteurs du développement rural. L'intervention doit être précédée d'une étude des supports de données. L'efficacité des résultats dépend de l'équipement des Fivondronana en matériels et logiciels informatiques adéquats et le recrutement de cadre informaticien pour la gestion de cette banque de données.

Enfin, il est figuré aussi dans les programmes d'assurer la sécurité foncière par l'amélioration du système d'appropriation des terrains et le renforcement en moyen du service du Domaine. L'institutionnalisation d'un tribunal Terrier au niveau de chaque Fivondronana est requise.

2-2. Améliorer la croissance économique

Parmi les principaux programmes, on trouve la création et renforcement de capacité des Organisations Paysannes (OP) Ce programme est assorti de nombreuses activités bien définies à savoir l'inventaire des OP existantes et la définition de leurs attributions : la création, le renforcement, la restructuration, la formation, l'appui et leurs pérennisations.

Aussi, on doit rendre opérationnelle la mission de l'agriculture et de l'artisanat.

En plus, le développement de l'exportation des produits agricoles contribue également à l'amélioration du revenu des producteurs. Le projet consiste à développer la production des produits d'exploitation et à faciliter les procédures requises à l'exportation.

La facilitation de l'exportation signifie la pérennisation des débouchés par la mise en place d'un réseau de communication efficace, l'implantation d'un laboratoire de contrôle de normes et qualité et l'étude d'opportunité sur la création d'un fonds de développement de l'exportation.

2-3. Promouvoir la gestion durable des ressources naturelles

On vise 4 objectifs spécifiques distincts mais complémentaires :

- assurer les besoins en recherche et en vulgarisation clés producteurs,
- améliorer la gestion de la fertilité et la restauration des sols,
- préserver les santés animales et végétales, intensifier les productions animales, végétales et halieutiques. Le renforcement de la recherche est indispensable pour rationaliser le développement rural.

En matière de production agricole, la diminution du rendement des cultures nécessite des actions urgentes notamment en matière de gestion de la fertilité et de la conservation des sols. Ces activités sont complémentaires à la préservation de l'environnement. L'amélioration des santés animales et végétales doit être concrétisée. Elle conditionne l'augmentation du rendement de la culture, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture.

En plus, l'objectif global vise la préservation de l'environnement et de l'exploitation rationnelle des espaces ruraux. La bonne gestion des ressources naturelles s'effectue de paire avec le renforcement des organismes d'encadrement en de contrôle. Les activités préconisées convergent vers la gestion durable des ressources et l'adoption du plan de gestion de proximité par la population concernée. L'acceptation et l'appropriation du plan d'aménagement et de gestion nécessitent la mise en place d'un système d'Information Education Communication efficace et durable, l'implication des différents acteurs concernés.

Les activités préconisées doivent se conformer aux dispositions réglementaires ci légales qui sont éditées pour assurer une exploitation durable des ressources qui y sont liées.

Il est donc indispensable de réviser et d'améliorer les textes environnementaux et des ressources naturelles en tenant compte du contexte socio-économique local.

SECTION 3 : RECOMMANDATIONS

3-1. Rôle de l'état et la sécurisation foncière

L'opérationnalité d'un Tribunal terrier au niveau de chaque fivondronana et responsable de la collectivité. En effet, il ne faut pas affecter à la mairie de Commune la responsabilité du service du domaine. Les Communes devraient se contenter de sensibiliser la population à régulariser leur situation. S'il y a des taches plus importantes à confier à la mairie, il est nécessaire que ceci soit annoncé dans un décret. Parfois, les litiges fonciers semblent résolus au niveau de la Commune. Or, en réalité, ils restent un problème à résoudre car c'est le rôle du service du domaine ou le tribunal.

Il faut rendre plus opérationnel le service domanial. Les différentes procédures par les textes ne sont pas trop lourdes mais c'est la ressource humaine qui en fait défaut. Plus la population de Circonscription s'accroît, plus le personnel de ce service diminue d'une année à l'autre. De plus, le manque de matériel dans ce service pose un grand problème. Alors le rôle de l'Etat est de doter à chaque circonscription des matériels adaptés et de personnels qualifiés. Ainsi, ces personnels ont la capacité de couvrir toute la région et la coopération avec toutes les mairies sera améliorée.

En plus pour rendre réalisable l'opération cadastrale, le partenariat avec les privés sont nécessaires. Dans la circonscription de Moramanga. Cette initiative a existé mais la réalisation du projet est attendue jusqu'à maintenant. En effet, l'initiative appartenait à une organisation privée, l'objet était de donner à chaque individu propriétaire de terrain un titre domanial. Le

financement de ce projet était la responsabilité de l'organisation le personnel du service du domaine ne fait qu'accomplir leur tâche habituelle en suivant les procédures régulières d'obtention de titre. Ainsi. Ce partenariat avec le privé pourrait être efficace aussi dans la sensibilisation des paysans. Dans le cas des paysans nomades, il est au rôle des ONG d'expliquer aux producteurs l'importance d'exploiter la même terre pendant des années consécutives. Il est primordial dans ce cas de renforcer le partenariat entre les fonctionnaires du service du domaine, les Communes et les ONG.

3-2. Partenariat public privé

Ce partenariat se fonde sur bonne information. L'objectif est mettre l'accent sur la transparence il faut éviter 1 asymétrie d'information. Les fonctionnaires ont l'habitude de retenir les informations nécessaires à l'exploitation rurale. La mise à jour de toutes les données est indispensable car on remarque que certaines statistiques ne sont pas accessibles ou non disponibles. La théorie de l'agence est applicable à cette région. En effet, cette théorie énonce que le principal cache des informations nécessaires aux agents. On trouve cette situation dans le cas de la création d'entreprise ou L'établissement de projet. Ainsi, il est urgent d'améliorer la communication entre tous les acteurs du développement rural de la région. Des ateliers devraient avoir lieu régulièrement. Son organisation pourrait être assurée par le Tranoben'ny Tantsaha et les responsables administratifs de la région. Pour améliorer la production agricole, les premiers responsables sont les paysans producteurs. Pour les aider, il faut le faire à travers des groupements. Renforcer les organisations paysannes (OP), c'est une des priorités dans le monde rural. Ces OP devraient bénéficier de financement et des encadrements. Il plus pratique de financer les projets des OP que ceux des paysans individuels. Donc l'intervention de l'Etat à travers des différents projets serait souhaitable. L'encadrement technique peut se faire directement à travers des techniciens de ministère de l'agriculture.

Les aides du Ministère responsable devraient s'axer sur les intrants et les matériels agricoles. Il est temps que l'Etat prenne la responsabilité de vendre à bas prix les engrains chimiques, surtout dans les zones reculées. Cette opération a déjà commencé dans la région, mais le problème se pose sur la quantité vulgarisée. Il est conseillé aussi de continuer l'opération charrues. L'opération de tout matériel agricole est nécessaire pour accroître la productivité. Aussi il faut utiliser des semences améliorées et d'en l'aire une opération. Donc, on peut dire que l'intervention de l'Etat est inévitable dans le monde rural, or il faut faire attention à la dose de cette intervention qui devrait lasser le marché fonctionner librement. L'Etat deviendrait un partenaire des producteurs, alors il les accompagne dans tous les processus de

production. Il est au rôle de l'Etat de créer un environnement favorable à la production, il peut par exemple construire des barrages, des routes : de donner des services sociaux plus améliorés. Un aménagement de territoires fertiles améliore directement la production.

Orienté vers le marché, les producteurs agricoles seront devenus de plus en plus professionnels. L'autonomie en matière de riz devrait être atteinte dans plus brefs délais et la potentialité de grande production pour avoir une source de revenu, c'est le cas de Haricot. Producteurs régionaux seront aussi des exportateurs de riz. La région devrait profiter de sa potentialité agricole.

3-3. Exploitation rationnelle des ressources naturelles

La solution durable à la dégradation de l'environnement, et surtout la déforestation, est le reboisement : ceci peut faire l'objet de partenariat entre le privé et la collectivité territoriale, toutes les forces vives de la région sont invitées à ce devoir à la patrie. On cite dans ce cas les projets, les ONG, les écoles et organismes. Particulièrement on peut inciter l'initiative privée à travers de projet de reboisement, le rôle de l'Etat reste dans ce cas sur l'approvisionnement de jeunes plants. Il est utile aussi de sensibiliser les gens d'arrêter les exploitations forestières illicites. Ceci nécessite encore la coopération avec les organismes privés.

Concernant le problème des feux de brousse, du Tavy : l'encadrement technique et la sensibilisation des paysans se posent comme solution. Il est important de convaincre les paysans de ne plus pratiquer le Tavy, car en plus de la dégradation de l'environnement, le Tavy n'apporte que de 700 Kg de riz par hectare. En effet, pour faire face à la rigidité de comportement, la méthode d'approche Paysan est efficace. L'exemple de KONG ADRA à MORAMANGA mérite d'être diffusé dans toute la région. La méthode consiste à montrer aux paysans à travers un paysan ou un O.P modèle qu'il est rentable d'appliquer les techniques modernes. Si on prend l'alternative de Tavy qui est le zéro labour, il consiste à utiliser des feuilles mortes. Alors cette méthode aide aussi à la protection de l'environnement elle est intéressante dans le fait que la culture biologique, sans utilisation des produits chimiques, est conforme aux normes internationales.

La gestion rationnelle des ressources naturelles peut se faire aussi par l'élaboration du plan d'aménagement du territoire. La GKLOSK se pose comme une principale méthode efficace : on y trouve les avantages de la population bénéficiaire. L'objet est de faire participer la population locale à la protection de l'environnement. Tel est le cas dans l'amélioration de la gestion des forêts.

SECTION 4 : AUGMENTATION DU CAPITAL HUMAIN ET SOCIAL

Pour résoudre le problème alimentaire, l'approvisionnement est un point fondamental. Alors, l'infrastructure routière est la plus importante. Donc le rôle de l'Etat est prépondérant car les infrastructures sont parmi ses fonctions régaliennes. Le Ministère de transport est le premier responsable avec les provinces et les sous préfectures, toute intervention concernant l'amélioration des voies de communication devrait être dans le cadre de la politique préconisée par le Ministère de transport.

Le partenariat avec les organismes privés est aussi souhaitable dans cette sécurisation alimentaire. En effet, le projet Haute Intensité de Main d'Oeuvre (HIMO) sert d'une part à combler l'insuffisance alimentaire et d'autre part il améliore la production en construisant par exemple des routes. Il y a aussi des organismes qui distribuent gratuitement des nutritions à la population locale.

Concernant les différents services sociaux de base, c'est à l'Etat d'assurer le bien être de sa population. Dans la région, à chaque capitale de sous préfecture, l'hôpital devrait être amélioré et les coûts ne devraient être trop chers. Les Communes devraient équiper de centre de premiers soins. En fait, l'objectif est d'assurer les services de santé de proximité. Si l'Etat effectue son rôle habituel, la santé ne serait plus un problème.

En matière de l'éducation, toutes les écoles devraient être rouvertes et réhabilitées. Le rôle de l'Etat est de repartir rationnellement les personnels enseignants. Il faut motiver les fonctionnaires dans les zones reculées de la région. Les écoles privées peuvent alléger la lourde tache de l'établissement public.

Pour l'éducation des adultes, il est à conseiller, concernant l'alphabétisation, de coopérer avec les différents projets. Ceci est dans le cadre de "l'EPT" du ministère de l'éducation. Les paysans plus éduqués constituent une force pour l'économie. Des économistes contemporains insistent sur l'importance de l'éducation pour l'augmentation de la production. Les paysans deviendraient plus récepteurs et sensibles aux nouvelles techniques culturelles.

En outre, la sécurité de biens et personnes ne devrait plus se poser comme problème. L'installation des postes avancées dans des zones reculées serait une solution. Il y a aussi la formation des responsables de la sécurité au niveau clés quartiers. Et en plus, il faut mettre en place des stratégies aux urgences.

CONCLUSION

Bref, d'après l'analyse ci-dessus. On a pu constater que les opportunités de la région se résument en trois points. D'abord, il existe des grandes surfaces fertiles qui sont exploitables. Ensuite, la tradition de double riziculture constitue un atout. Et la grande biodiversité est une force régionale dans la région Mangoro. Vu l'importance de l'autosuffisance dans la région, la filière riz s'intègre de plus en plus à l'économie du marché. Cette autoconsommation constitue aussi une assurance pour se prémunir contre les variations de prix. Du fait de l'inondation, les producteurs ne produisent pas assez pour être vendu sur le marché interne. Et souvent, ce sont les intermédiaires qui tirent d'avantages aux dépens de consommateurs et producteurs.

. Cependant, on constate que le marché ne joue plus son rôle incitatif et son rôle de transmetteur d'information. Autrement dit, il existe des biais à l'accès des producteurs du marché. Et il est aussi segmenté par la faute d'infrastructure et de dispersion géographique des producteurs. . Ainsi, la régulation du marché se faisait plus au bénéfice des intermédiaires que les producteurs et les consommateurs. Ce qui traduit un échec sans ambiguïté concernant la production et la productivité. La crise provenant de l'instabilité de prix affectant la filière s'explique donc par l'insuffisance des mesures axées sur le marché. Si on fait une synthèse des caractéristiques de ces crises, les haussent correspondant à une inflation par la demande. Face à une production chroniquement insuffisante permettant au mieux l'accaparement et la spéculation.

Il est important alors d'inciter l'Etat à accompagner les mécanismes du marché et faire un arbitrage entre les acteurs du marché.

Pour une résolution durable de la crise en plus des mesures techniques déjà présentes, il conviendrait donc de soutenir le prix au marché, d'inciter les organisations paysannes pour mieux intégrer les agriculteurs aux marchés et la constitution de stock de sécurité régulateur.

ANNEXES

Annexes 1 : Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces

<i>Biodiversité (animale et végétale, essences forestières) Richesse en bois précieux Réseau hydrographique dense Région riche en produits miniers</i>	<i>Exploitation illicite Feux de brousse Ensablement de vallées Forte pression démographique Entraînant feux de brousse Surveillance insuffisante du patrimoine</i>	<i>Protection des bassins versants et de la biodiversité Renforcement contrôle Eaux et Forêts avec renforcement des moyens Jachère et reforestation naturelle Orienter les paysans vers l'exploitation des zones basses rizicultivables Encourager et soutenir les actions ONG Limiter les autorisations d'exploitation forestière Zone forestière interdite Réglementation chasse</i>
Secteur social		
<i>Santé Réhabilitation CSB dans toutes les Communes Existence Sites NAC Présence ONG (SALFA, (ASOS,...) Efforts de construction d'infrastructures sanitaires par FID</i>	<i>Insuffisance équipement et personnel médical Infrastructures vétustes Insuffisance dentisterie Enclavement Difficultés d'évacuation sanitaire Problème d'eau potable Défaillance dans les recouvrements des coûts Nombreuses écoles fermées (dégâts cycloniques) Bâtiments vétustes, mal équipés</i>	<i>Poursuite des réhabilitations Renforcement personnel médical Accès aux médicaments et gestion rigoureuse Continuation NAC Adduction d'eau potable Réhabilitation à poursuivre Appui à la communauté Renforcement du personnel Réouverture du Centre de Formation Pédagogique. Campagnes d'alphabétisation.</i>
<i>Education Volonté de créer des écoles aux frais de la population et prise en charge des salaires Infrastructures à tous niveaux l : crèches, primaire, secondaire, universitaire, technique Lycée technique. CAPJ</i>	<i>Insuffisance personnelle enseignante Faible taux de scolarisation pas d'activité alphabétisation Travail des enfants</i>	

<i>Ecole de formation pédagogique</i>		
<i>Ecole Ménagères</i>		
<i>Existence de Projets d'appui</i>		
<i>Secteur Infrastructures / Communication</i>		
<i>Existence RN2, 44 et routes secondaires</i>	<i>Enclavement à l'intérieur des Fivondronana et pour Anosibe An'Ala.</i>	<i>Réfection de la RN 44</i>
<i>Beaucoup de pistes de desserte</i>	<i>Insuffisance de pistes rurales</i>	<i>Désenclavement</i>
<i>Voie ferrée</i>	<i>Beaucoup de routes impraticables en partie ou toute l'année (" Manaina zipo ", vers Marolambo)</i>	<i>Routes et pistes à réhabiliter praticable en toutes saisons</i>
<i>Potentialité hydro-électrique</i>	<i>Manque d'entretien</i>	<i>FER-PTMR à mettre en œuvre</i>
<i>Carrefour de Moramanga facilitant l'accès vers Tana, Toamasina, Alaotra, Anosibe</i>		<i>Maintien des barrières de pluies.</i>
		<i>Système de cartonnage</i>
		<i>Réhabilitation urgente de l'axe l</i>

Caractéristiques Critères	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Aspects institutionnels	Affiliation au CoRDAL et absence du conflit avec cette structure	- Absence de structuration et formalisation	- Autorités régionales favorables à la mise en place du FSIR - Membre de l'ARSIE au niveau national	- Absence d'indépendance
Aspects organisationnels	- Adoption structurel CoRDAL	- Dépendant du CoRDAL	- Héritage de l'organisation dans CoRDAL	Obligation de suivre le processus dans CoRDAL
Aspects relationnels	- Relation obligatoire avec tous les membres du CoRDAL	- Absence de protocole pour les échanges d'information	Présence des nombreuses structures régionales Reconnu et soutenu par les intervenants régionaux	Inexistence des lignes téléphoniques dans certaines zones Réticence des institutions non membres du CoRDAL
Aspects techniques	Données de base accessible et gratuites	- Insuffisance de matériels - Stockage non structuré	- Présence des structures d'appui comme SAGE Informatisation des données des acteurs de la région	- Non considération des données auprès communautés administratives

Annexes 2 : Taux d'accroissement naturel

<i>Sous-préfectures</i>	<i>Taux de natalité</i>	<i>Taux de mortalité</i>	<i>Taux d'accroissement naturel</i>
<i>Anosibe an'Ala</i>	4,29	0,85	3,44
<i>Moramanga</i>	4,06	0,98	3,08
<i>Vatomandry</i>	3,8	0,9	2,9
<i>Mahanoro</i>	4,3	0,7	3,6
<i>Marolambo</i>	4	1	3
<i>Antanambao/man</i>	3,6	0,9	2,7
<i>Ambatondrazaka</i>	3,61	0,6	3,01
<i>Amparafaravola</i>	4,06	0,67	3,39
<i>Andilamena</i>	3,13	0,5	2,63
<i>Ensemble de la Région</i>	3,96	0,5	3,46

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

OUVRAGES

RAKOTOMANANA B Les difficultés du secteur agricole malgache, 1986

Les secteurs rizicoles à Madagascar (AHLERS, MKIMEN (W) TULURY, STRYKER (D).
CIDST 1983

RAKOTOMANANA 5b° ? Les difficultés des secteurs agricoles Malgaches

RAPPORTS

Le partenariat MADAGASCAR/Banque Mondiale, 1997 Banque Mondiale à Madagascar

Rapport FOFIFA, analyse des politiques ,1998

Rapport du Ministère de l’Agriculture, de l’Elevage et de la Pêche (MAEP), 1995, 1997,
1999

Rapport de l’INSTAT

Rapport de la Banque Mondiale dans la qerie : le développement à l’œuvre. “ Faire reculer
la pauvreté à Madagascar ”, 1996.

REVUES

Dans le Médias de Demain (DMD), n° 391 du 29 /09/94 : Rapport Seecaline

Revue d’Information Economique www.mefb.gov.mg MADAGASCAR

FICHE SIGNALTIQUE

Nom	RAMIALILALA
Prénom	Fetra Constantin
Titre	Développement économique de la région Alotra – Mangoro à forte Potentialité agricole
Directeur de mémoire	Monsieur Bernard Victor RANDRIANARISOA
Nombres de pages :	56
Nombres de tableaux :	19
Téléphone :	0330285403
E- Mail :	ramialilala_fetra@yahoo.fr

RESUME GLOBAL ET SYNTHETIQUE

L’opportunité de la région Alaotra Mangoro se résume en trois points.

- L’existence des grandes surfaces fertiles qui sont encore exploitables
- La tradition de double riziculture constitue un atout.
- La grande biodiversité est une force régionale dans la région Mangoro

La région Alaotra Mangoro est le principal fournisseur de production rizicole.

En tant que grenier sur le marché local.

Pour une résolution durable en cas de Crise. Des mesures techniques sont prises qui consiste à soutenir le prix sur le marché.

Inciter les organisations paysannes pour mieux intégrer les agriculteurs aux marchés et à constituer de stock de sécurité régulateur. Permettant d’avoir le contrôle de la fluctuation des marchés. Les soutiens des prix permettent aussi de maintenir à un niveau convenable le revenu des producteurs et les incite à produire plus. Ainsi, l’Etat doit améliorer ses interventions en réalisant ses propres tâches. La maîtrise de l’eau sur les exploitations agricoles, les appuis sur les intrants et matériels agricoles s’avèrent comme prioritaires. En plus, la résolution du problème de financement et l’amélioration des techniques appliquées constituent une source d’accroissement de la production. Dans ce cadre les paysans producteurs Malagasy auraient la capacité de développer dans le meilleur délai.